

LUNDI 27 AVRIL 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

= **LA CIVILISATION INDUSTRIELLE ET L'ÉLECTRICITÉ** p.1

= Levée de fond in extremis (Dmitri Orlov) p.7

= "Il est déjà trop tard" : l'espèce humaine devrait s'éteindre durant ce siècle p.14

Actualités

= "economically non-viable" (Patrick Reymond) p.17

= Tout comprendre sur l'OPEP, l'Arabie Saoudite et le pétrole (Jim Rickards) p.19

= Investissement : pourquoi nous sommes contrariés (Bill Bonner) p.22

= Les banques centrales peuvent-elles se déclarer en banqueroute ? p.26

= McDonald's accélère ses fermetures de restaurants en 2015 p.27

= Effet de change : Olivier Delamarche p.34

= Grèce : LE SIGNAL QUI NE VIEN T O U J O U R S P A S (François Leclerc) p.36

= POUR UN MONDE UN PEU MEILLEUR, OU MÊME BEAUCOUP (François Leclerc) p.37

= La monnaie est (aussi) l'opium du peuple (Bruno Colmant) p.39

= Grèce : il faut accepter le défaut souverain (Bruno Colmant) p.39

= 'Le Trésor grec s'en prend aux comptes bancaires' (Audrey Duperron) p.40

= La bulle immobilière britannique éclate: les ventes de maisons de luxe baissent de 80% p.41

= Les banques rémunérées pour s'emprunter les unes aux autres (Mish) p.42

= Espagne : le taux de chômage continue de grimper au premier trimestre (Mish) p.43

= Un complot visant à contenir les prix du pétrole, ou juste une heureuse coïncidence ? p.45

= Grèce : l'Eurogroupe exclut tout crédit sans accord complet p.48

= Huile et gaz de schiste / Révolution durable ? p.49

= Buffett: Faites ce que je fais, pas ce que je dis p.50

= La revue de presse de Pierre Jovanovic p.52



LA CIVILISATION INDUSTRIELLE ET L'ÉLECTRICITÉ

NYOUZ2DÉS , 26 avril 2015

Je pose la question : si , par exemple, 70% (ou plus) des familles cessent de payer leurs factures d'électricité que va-t-il se passer? Lorsque nous subissons le plus grand crash économique de l'histoire de l'humanité les gouvernements vont-ils être capable de soutenir les grands producteurs d'électricité? Et ce n'est pas là une situation improbable, bien au contraire. Voyez cette article de l'AFP (mars 2015) concernant le producteur français d'électricité Areva :

Areva: le champion français du nucléaire annonce des pertes proche de 5 milliards d'euros (et envisage des licenciements)

Le HuffPost avec AFP | Par Jean-Baptiste Duval  

Publication: 04/03/2015 09h57 CET | Mis à jour: 04/03/2015 09h57 CET

L'article suivant peut peut-être répondre à notre question :

« Le résultat effrayant [d'une panne électrique majeure]? En un an, 90 pour cent de tous les Américains pourraient être morts, selon les rapports de la Commission EMP du Congrès ».

Cependant, nous parlons ici d'une panne totale qui surviendrait en une seule journée, ce qui est peu probable en cas de crash économique majeur. Les cessations de services seraient importants, mais plutôt graduels.

Les deux prochains articles soulignent notre extrême dépendance à l'électricité.

[Une tempête solaire pourrait laisser l'occident sans électricité](#)

Archives du web , lundi 10 juin 2013

Cette fois-ci ce n'est plus seulement une théorie avancée par des remote viewers, la société de réassurance Aon Benfield (société qui couvre les assureurs en gros) a effectué un rapport pour évaluer les conséquences que pourraient avoir une super tempête solaire non seulement d'un point de vue économique mais également pour savoir ce que cela impliquerait pour notre société ultra dépendante des nouvelles technologies. La société a rendu public son rapport en Janvier dernier [2013]. Comme on pouvait s'y attendre, les nouvelles ne sont pas très encourageantes, et encore ils ne s'attardent que bien peu sur l'aspect humain. On se doute par ailleurs que s'ils ont mandatés un expert pour cela, c'est qu'ils prennent la menace très au sérieux.

Extrait d'un Article de RT:

« Une forte tempête géomagnétique peut causer une panne de courant et laisser les nations occidentales sans électricité pendant des mois. Selon un nouveau rapport, ce scénario pourrait se produire alors que le soleil se

rapproche du maximum de son cycle. (ndlr: la NASA pense qu'il pourrait y avoir un pic fin 2013 **et un autre en 2015**, c'est donc la période à risque).

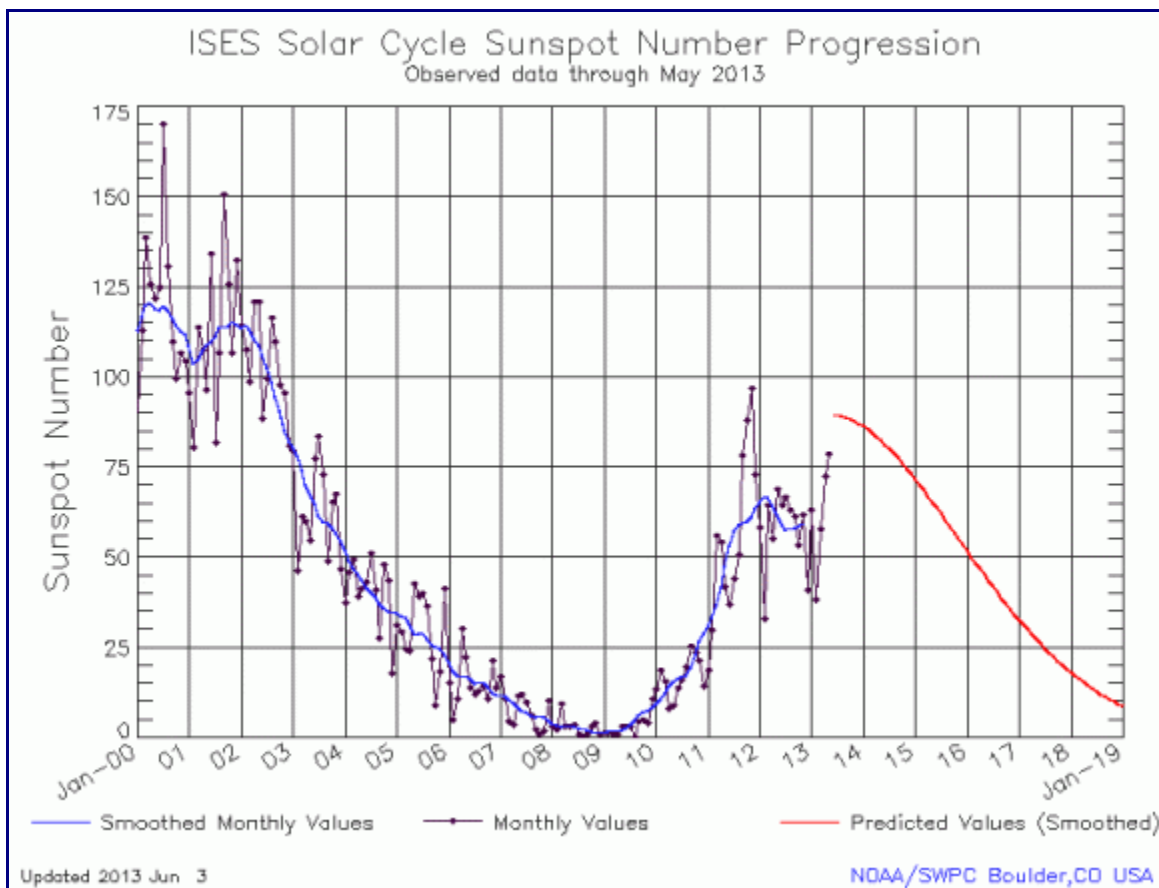
On sait que l'activité solaire est interconnectée avec le champ géomagnétique de notre planète et affectant la vie normale sur Terre, par exemple, provoquant des pannes d'électricité généralisées. Actuellement l'activité du Soleil est proche de ce qui est connu comme «maximum solaire», un cycle qui devrait culminer en 2015.

Le pronostic est-il mauvais?

L'étude, préparée par l'assureur britannique Lloyd's of London et la recherche atmosphérique du groupe et de l'Environnement, présente un scénario «apocalyptique», car **il annihilerait les services quotidiens sur lesquels la vie des gens est basé de nos jours**. Par exemple, les systèmes de contrôle du trafic aérien cesseraient, ce qui pourrait provoquer des pannes dans le ciel. Les satellites de télécommunications de monde seraient hors service. Les patients qui comptent sur les appareils électriques pourraient ne pas y survivre.

Il est probable que les clients demanderaient des comptes aux entreprises qui n'auraient pas pris les mesures de prévention adéquates en cas de panne, ce qui aurait des conséquences importantes pour l'industrie de l'assurance. »

Selon le rapport, les coûts économiques seraient catastrophiques. Le coût total de ce scénario en Europe et en Amérique du Nord est estimé à \$ 2,6 trillions si la panne d'électricité durait cinq mois. (ndlr: il faudrait de toute façon s'attendre à plusieurs semaines de blackout apparemment dans le meilleur des cas).



Un autre article provenant de l'assurance Lloyd's of London n'est guère plus rassurant:

« Nous croyons que les tempêtes solaires constituent une menace potentielle importante pour les entreprises et la société en général».

Dans son rapport de 2010, la société d'assurance indique:

« Les menaces de la météo spatiale sur les réseaux électriques comprennent aussi la possibilité d'événements très graves dans lesquelles un grand nombre de transformateurs pourraient être endommagé. Dans ce cas, la réparation complète du réseau pourrait prendre plusieurs mois (voire plusieurs années) car la disponibilité globale des équipements de remplacement est limitée. Cela aurait un impact énorme sur l'économie mondiale dans son ensemble, et pas seulement sur la production d'électricité et les entreprises de distribution. »

Un autre rapport de la même société d'assurance s'intéresse cette fois à l'impact d'un tel événement centrée sur l'Amérique:

« La population américaine totale qui risque une panne de courant prolongée lors d'une tempête du niveau de Carrington se situe entre 20 à 40.000.000,

avec une durée de 16 jours à 1-2 ans. La durée des interruptions dépendra largement de la disponibilité des transformateurs de remplacement de rechange. Si de nouveaux transformateurs doivent être commandés, le délai est susceptible d'être un minimum de cinq mois. Le coût économique total pour un tel scénario est estimé à \$ 2 600 000 000 000 USD. »



Dr. William Forstchen: « une explosion EMP, qu'il s'agisse de bombes nucléaires ou de l'activité solaire, pourrait détruire l'ensemble de notre électronique, les transports et les infrastructures de communication en moins d'une seconde. **Le résultat effrayant? En un an, 90 pour cent de tous les Américains pourraient être morts, selon les rapports de la Commission EMP du Congrès.**

Un rapport de la National Academy of Sciences de 2008 a constaté que si une tempête solaire du type Carrington se produisait aujourd'hui, elle pourrait causer jusqu'à 2 trillions de dollars de dommages à l'infrastructure high-tech du monde et demander jusqu'à 10 ans pour tout réparer.

Il est également bon à savoir qu'une explosion EMP (du type explosion

atomique) qui aurait lieu à une altitude de 300 miles (environ 480km) pourrait aussi causer un blackout total similaire aux effets d'une grosse tempête solaire et qu'une seule EMP peut plonger tout les Etats-Unis ou toute l'Europe dans le noir pendant des mois. Espérons donc que l'on essaye pas de nous la faire à l'envers en forçant le destin.

Maintenant nous allons partir de ce postulat de blackout pour dresser une liste des services qui seraient indisponibles pendant ces mois ou années de réparation:

- Plus de satellites ni d'infrastructures téléphoniques opérationnelles donc plus de communications possible.
- Plus d'internet ni de télé évidemment donc on se retrouverait complètement isolé et sans aucune informations du jour au lendemain.
- Plus d'accès aux comptes en banque donc à notre argent qui ne servirait de toute façon à rien.
- Les magasins seraient non seulement fermés car non réapprovisionnés et seraient dans l'incapacité d'encaisser les clients. C'est pourquoi il n'y aurait aucun accès ni à l'eau ni à la nourriture assez rapidement.
- L'eau du robinet serait coupée également car l'alimentation est électrique: il n'y aurait donc aucun accès à l'eau potable quelle qu'elle soit.
- On ne pourrait cuisiner ni par gaz, ni pas électricité et ne pourrions conserver nos denrées périssables au frigo comme nous en avons l'habitude.
- Si l'événement se produit en hiver, nous n'aurions aucune possibilité de chauffage si ce n'est pour ceux qui ont des cheminées.
- Nous ne pourrions pas non plus nous déplacer en voitures assez rapidement car il n'y aurait plus de carburant disponible. Il semblerait que les tempêtes solaires ne puissent pas griller l'électronique embarqué des voitures, c'est déjà une bonne chose.
- Bien sur, nous n'aurions plus le moindre éclairage extérieur, il serait quasi impossible de se déplacer la nuit et pas évident de gérer les choses chez soit sans un équipement adéquat.
- L'approvisionnement en médicaments deviendrait compromis voir inexistant tandis que l'hygiène globale deviendrait également compromise favorisant parallèlement les maladies.
- Dans un chaos social très probable, la police serait soit débordée soit inexistante et la population deviendrait alors livrée à elle même.
- Les hôpitaux, SAMU et pompiers seraient dans le même cas donc aucune

aide à attendre de ce côté là non plus en cas d'incendies ou de blessures sévères.

– On pourrait également faire une croix sur l'utilisation des toilettes qui ne seraient plus alimentées en eau courante. Les égouts ne seraient de toute façon plus opérationnels non plus.

– Pour finir, privés de refroidissement actif, les centrales nucléaires ne feraient pas long feu non plus. Curieusement, aucun rapport ne mentionne ce problème là qui est pourtant de taille. Cette thèse d'un étudiant de physique dresse un constat accablant concernant cette problématique en indiquant qu'un panne des refroidissements actifs des centrales au delà d'une semaine pourraient contaminer des continents entiers. L'obstination des hommes à utiliser le nucléaire pourrait donc nous mener à notre perte.

Voilà un peu à quoi nous pourrions être confrontés dans un scénario vraiment pessimiste. Ce qui viendrait confirmer ou non cette version catastrophe serait principalement deux choses: l'étendue des dégâts initiaux et le temps nécessaire pour réparer. Si les dégâts sont limités et localisés, ce serait un mauvais moment à passer dont on sortirait peut être grandit. Si par contre les dégâts sont étendus et que les réparations prennent des mois ou des années, là ça sera une toute autre histoire.

En conclusion:

les « remote viewers » ont prévu que ça arrivera mais ne savent pas quand cela va se produire, certains assureurs le savent et envisagent des scénarios catastrophes, les scientifiques également ont modélisé cette menace, quand aux gouvernements, certains ont construits des bunkers souterrains autosuffisants. Et nous autres citoyens, qu'avons-nous prévu pour nous protéger?

Source: <http://www.mysteredumonde.com>

Levée de fonds in extremis

Archives du web 4 novembre 2012 **par Dmitry Orlov**

Il y a des projets importants qui doivent être mis en route comme si c'était pour hier, parce qu'ils sont la clef de la survie humaine. Malheureusement, ils ne peuvent être financés par les voies habituelles à cause de la nature tordue de l'économie de marché et de la finance globale, qui dicte que le seul but de

l'investissement d'argent est de faire plus d'argent. Le projet d'éviter des conséquences désastreuses n'est pas une affaire lucrative, en soi, et ne se trouve pas financé. Mais importer de Chine des millions de citrouilles d'Halloween en plastique orange chaque année est un pari facile, et donc le marché donne priorité aux citrouilles en plastique orange sur ce qui est essentiel pour nous maintenir en vie. La main invisible du marché, il s'avère, est attachée à un invisible idiot.

Un bon exemple de cette sorte de projet est l'arrêt des centrales nucléaires avant que le réseau électrique ne tombe en panne et qu'elles ne se mettent toutes à fondre à la Fukushima Daiichi, empoisonnant la terre et la mer autour d'elles pendant des milliers d'années. Le réseau électrique est en effet en train de tomber en panne : le taux de coupures électriques augmente exponentiellement aux États-Unis. Tout récemment une grande et importante partie du centre de Boston s'est éteinte à cause d'une explosion de transformateur. La réponse a été d'amener des générateurs diesels pour fournir de l'électricité de secours.

Les transformateurs dans le réseau ont tendance à être vieux, parfois de plusieurs décennies, ne sont plus construits qu'à l'étranger à ce stade et, puisqu'ils sont chers, ils n'y a pas beaucoup de rechange disponible. À mesure que cette infrastructure vieillit (comme c'est et cela continuera d'être le cas, puisqu'il n'y pas d'argent pour la renouveler), de tels incidents s'accroîtront en fréquence, ajoutant une pression de plus en plus grande sur l'approvisionnement déjà rare et cher en gasoil. Déjà, dans de nombreux endroits, les générateurs diesel de secours sont mis en fonctionnement non seulement pour le secours, mais aussi pour combler les manques d'électricité fournie par le réseau pendant les heures de pleine consommation. Le gasoil est déjà utilisé pour le fret marin et terrestre, ainsi que pour la plupart des autres machines lourdes, et il n'y en a guère à épargner nulle part dans le monde, donc l'idée de remplacer le réseau électrique par des générateurs diesel locaux rencontrera une très sérieuse difficulté presque immédiatement. En fait, au vu des nombreux rapports sur les pénuries de gasoil dans le monde, elle l'a déjà rencontrée.

Une panne d'électricité prolongée est fatale à une centrale nucléaire. Sans réseau à alimenter, les réacteurs doivent être arrêtés, mais ils ont toujours besoin d'être refroidis afin d'éviter de fondre. L'électricité pour faire

fonctionner les pompes de refroidissement provient de la centrale elle-même, du réseau électrique, ou, si les deux sont en panne, vous le devinez, de générateurs diesel. Il n'y a habituellement que quelques jours de réserves de gasoil sur place ; au delà, l'eau de refroidissement bout, le revêtement en zirconium des assemblages de combustible nucléaire prend feu, et le tout se met à fondre et devient trop radioactif pour seulement s'en approcher, encore moins pour nettoyer.

Pire encore, la plupart des cent et quelques réacteurs nucléaires aux États-Unis sont pleins de barres de combustible usagé. Le combustible n'est plus assez puissant pour générer de l'électricité, mais une bonne partie est encore très chaude, et donc les barres sont conservées dans des piscines d'eau, qui doit être renouvelée et refroidie pour éviter qu'elle ne s'évapore. Le combustible usagé contient des produits de désintégration qui s'étalent sur toute la table périodique des éléments, dont bon nombre sont à la fois radioactifs et toxiques. Si l'eau s'évapore, les barres de combustible brûlent spontanément, recouvrant la campagne alentour d'un panache de produits de la désintégration nucléaire toxiques et radioactifs. La solution est d'aller pêcher les barres dans les piscines, de les mettre dans des fûts secs, et de placer les fûts profondément en sous-sol dans des formations géologiques stables, loin des zones sismiques. C'est un processus lent et coûteux, pour lequel il n'y a actuellement pas d'argent.

Un autre projet, associé et également important, est d'aider les populations, particulièrement celles des pays développés, à faire la transition vers une vie sans beaucoup d'électricité. Dans la plupart des endroits, une combinaison de technologies basées sur les sources d'énergie renouvelables doit être mise en place pour fournir de l'électricité pour l'éclairage et les communications (les seuls usages pour lesquels l'électricité est critique). De plus, des installations solaires passives et concentratrices peuvent fournir l'énergie thermique pour les usages domestiques, et même pour certains usages industriels. Ceci, à nouveau, est un projet coûteux, à grande échelle, nécessitant un haut niveau de financement sur une longue période. Il ne faut pas s'attendre non plus à ce que ce soit une affaire lucrative : personne ne voudra payer pour voir son système électrique domestique multi-kilowatts remplacé par quelques lampes à diodes électro-luminescentes et des chargeurs pour électronique portable, et retourner laver sa vaisselle et son linge à la main dans de l'eau chauffée au soleil. On préférera rester dans le confort, et puis, quand ce ne sera plus

possible, juste s'asseoir silencieusement dans le noir en portant des vêtements sales.

Et donc, d'où viendrait tout cet argent ? Certainement pas des gouvernements : ils sont trop occupés à sauver les banques et les compagnies financières qui fournissent aux politiciens leurs fonds de campagne. Cela ne laisse que les particuliers, alors examinons-les en tant que source potentielle de ce financement critique.

En prenant les États-Unis comme exemple, et en remontant la chaîne alimentaire à partir du bas, nous avons les opprimés : les victimes variées de l'esclavage, du génocide, de l'exploitation économique et de la discrimination raciale et ethnique qui font de ce pays un grand pays.

Appelons-les simplement les pauvres. Ils remplissent une fonction clef dans la société : celle de procurer aux abeilles travailleuses légèrement moins opprimées un sentiment de supériorité, pensant au moins on s'en sort mieux qu'eux et continuant à travailler pour des clopinettes. Financer de grands projets n'est pas une fonction de l'un ou l'autre de ces groupes de population, bien qu'ils puissent être exploités pour fournir du travail, et qu'ils achètent une énorme quantité de tickets de loterie. La plupart sont indigents, ou pauvres, ou survivent d'une paye à l'autre, embourbés dans l'endettement.

Puis nous avons le groupe beaucoup plus petit des gens qui ont un patrimoine non-négligeable. Puisque l'expression classe moyenne est devenue tout sauf signifiante, appelons les seulement les riches. Ce groupe rétréci chaque jour, tandis que de plus en plus de gens en viennent à mesurer leur richesse non à ce qu'ils possèdent mais à ce qu'ils doivent. Si vous pensez que l'épargne et l'endettement sont diamétralement opposés, vous avez peut-être raison, dans un sens strict, mais seulement si vous ignorez le but essentiel de l'argent pour les riches, qui est de les faire se sentir riches. Pour se sentir riches, ils ont besoin de deux choses. La première inclut toute sorte d'accoutrements de riche : voitures et vêtements clinquants, derniers gadgets, femmes à gros implants mammaires en silicone, vacances de ski et ainsi de suite, et il n'importe guère que ceux-ci leur soit procurés en dépensant de l'argent ou en contractant de la dette ; ils se sentent riches d'une façon ou de l'autre, ou du moins plus riches que quelqu'un d'autre qu'ils puissent mépriser, ce qui est tout ce qui compte vraiment. La seconde inclut l'excitation abstraite et addictive de manier de grandes sommes d'argent, qu'il soit le leur ou

emprunté ; le but de l'argent est de faire plus d'argent, et le but de la dette est de faire plus de dette. Se séparer de leurs économies pour éviter le désastre et accepter un mode de vie plus humble ne leur donnera pas le sentiment d'être riche de l'une ou l'autre façon.

Enfin, nous avons les super-riches : ceux qui ont tout simplement trop d'argent. Des gens comme George Soros¹ ou Bill Gates² font grand cas de leur philanthropie, en promouvant la démocratie ou en combattant la malaria ; ne pourraient-ils pas aider ? Théoriquement ils pourraient (ils ont certainement l'argent pour) mais nous devons comprendre ce qu'ils sont. Ce sont des vampires. Ils ne sucent pas notre sang, littéralement, mais notre temps et notre labeur. Nous gagnons notre vie et une promesse de retraite de plus en plus vide (une fois que nous sommes trop vieux pour leur être utiles) sur une planète de plus en plus dévastée ; ils gagnent tous le reste. La façon dont ils confisquent notre richesse varie — Soros a volé les économies des gens en spéculant sur les marchés monétaires ; Gates a prélevé une taxe Microsoft en imposant au monde un système d'exploitation bogué, bouffi et branlant avec la complicité du gouvernement américain ; les Walton, qui possèdent Wal-Mart³, l'ont fait en expédiant les emplois américains en Chine tout en mettant sur la paille les petits commerces aux États-Unis. Mais la façon dont ils distribuent leurs largesses ne varie pas : son but est de leur donner l'apparence d'hommes bons. Pour se donner un peu de perspective sur ce que cela signifie, voici un poème de Bertolt Brecht, traduit par Slavoj Žižek⁴ :

L'interrogatoire du Bon

Avancez : nous entendons
Que vous êtes un homme bon
Vous ne pouvez être acheté, mais la foudre
Qui frappe la maison, aussi
Ne peut être achetée.
Vous êtes fidèle à ce que vous dites.
Mais qu'avez-vous dit ?
Vous êtes honnête, vous dites votre opinion.
Quelle opinion ?
Vous êtes courageux.

Contre qui ?

Vous êtes sage.

Pour qui ?

Vous ne tenez pas compte de vos intérêts personnels.

De qui sont les intérêts dont vous tenez compte alors ?

Vous êtes un bon ami.

Êtes-vous aussi un bon ami des gens bien ?

Entendez-nous à présent : nous savons

Vous êtes notre ennemi.

C'est pourquoi nous allons

Maintenant vous mettre devant un mur.

Mais en considération de vos mérites et de vos bonnes qualités

Nous allons vous mettre devant un bon mur et vous abattre

Avec de bonnes balles d'un bon fusil et vous enterrer

Avec une bonne pelle dans la bonne terre.

Les super-riches ont donc deux fonctions dans la société. La principale fonction est d'aspirer la richesse de la Terre et de l'Humanité aussi efficacement que possible. La fonction ancillaire est d'en recracher un peu d'une façon qui les fasse passer pour les bienfaiteurs de la Terre et de l'Humanité. Mais il y a un problème avec cette balance des paiements : afin que la Terre et l'humanité puissent tirer un bénéfice net de leurs activités, il faudrait qu'ils en recrache autant, sinon plus, qu'ils en aspirent. Dans le processus, ils cesseraient d'être super-riches ; ils cesseraient effectivement d'exister.

Et nous voilà au point crucial de la discussion. La seule source de fonds possible pour notre projet de rendre la planète survivable pour les générations futures est les super-riches, mais dans le processus ils doivent cesser d'exister. L'approche de Brecht est à la fois simple et spectaculaire mais une option plus humaine peut être imaginée. Il y a un certain moment où les gens sont particulièrement malléables, lorsqu'il s'agit de se débarrasser de leur argent : sur leur lit de mort. À l'article de la mort, on médite inévitablement sur le fait que on ne peut l'emporter avec soi, la pensée d'un monde potentiellement déplaisant après la mort commence à tourmenter l'esprit... Avec la bonne sorte de persuasion, des résultats spectaculaires sont souvent obtenus par des prêtres, des dirigeants d'organisation non-lucratives et

d'autres mendiants. C'est à ce moment qu'un boniment pour sauver ce qui reste de la planète peut réussir.

Imaginons notre super-patriarche à l'agonie. Rangées devant lui se trouvent ses diverses (ex-)épouses (dans un harem occidental les épouses sont espacées dans le temps aussi bien que dans l'espace, pour respecter les lois locales sur la bigamie) et leurs divers enfants, tous attendant leur bout de l'héritage. Il y a la vieille harpie tannée qui est passée la première, la femme trophée à présent fanée qui tentait de se maintenir avec des liftings, des implants et du Botox, mais ressemble maintenant à un animal baudruche partiellement dégonflé, et la jeune nymphomane, jolie mais sociopathe, qui sur le tard lui tient compagnie (ainsi qu'à ses gardes du corps). Ils sont tous hideux dans leur préoccupation hypocrite pour son bien être, souhaitant sa mort rapide. Les enfants sont hideux à leur propre manière : tous rompus à la saine rivalité fraternelle sur qui fera l'absolu minimum pour apaiser le monstre-papa et éviter d'être déshérité. Que quelqu'un se mette à soupçonner que le vieil ogre laissera tout le butin à son favori, et le favori est retrouvé dans la cave à vin, étranglé avec une écharpe de soie. Il y a une raison pour que les auteurs anglophones huppés écrivent tant de polars meurtriers, et c'est pour la même que les peintres paysagistes peignent tant d'arbres : c'est ce qui pousse là.

Mais alors un groupe de *gentlemen* dignes et austères arrive et demande une audience. Ce sont tous les membres authentiques d'une société secrète que notre patriarche souffrant connaît bien, et ils exposent un plan : son héritage doit être ajouté à leur trésor de guerre, qui sera utilisé à mener une guerre totale pour gagner un avenir survivable. Il mourra pour que la Terre puisse vivre. Le notaire est convoqué, les Dernières volontés et le Testament sont hâtivement amendées et signées, et le patriarche expire dans la béatitude.

Et si ça ne marche pas, alors il y a ce que Brecht suggère •

[Plus d'articles de Dmitry Orlov ici](#)

NOTES :

1. George Soros est un milliardaire connu pour à la fois critiquer et pratiquer la spéculation financière. [↔]
2. William Henry Gates III est le cofondateur de la société d'informatique Microsoft. Souvent estimé l'homme le plus riche du monde, il a fondé en 2000 sa propre organisation caritative et s'efforce d'inciter d'autres milliardaires à léguer la majeure partie de leur fortune à des œuvres philanthropiques. [↔]
3. Wal-Mart est la plus grande entreprise de distribution du monde, et le plus gros employeur privé

aux États-Unis. [↔]

4. Et retraduit en français par mes soins. J'espère qu'il reste quelque chose de Brecht là-dedans. [↔]

"Il est déjà trop tard" : l'espèce humaine devrait s'éteindre durant ce siècle

Archives du web, 24 juin 2010 ; révision : 23 mars 2013 Source : notre-planete.info

[C'est un article ancien, mais toujours d'actualité. Sa date de parution n'a pas d'importance.]

Et s'il n'y avait plus rien à faire pour sauver l'humanité ? S'il était déjà trop tard ? The Australian rapporte une interview bien pessimiste du célèbre scientifique australien **Frank Fenner**. Pour lui, nous avons déjà scellé le destin de l'Humanité : dans moins de 100 ans, les sociétés humaines ne seront plus...

Dans une interview accordée au quotidien national The Australian, et publiée le 16 juin 2010, Frank Fenner[1], professeur émérite de microbiologie à l'Université nationale australienne, prédit la disparition de l'Humanité dans les 100 prochaines années.

Ce mauvais augure pourrait prêter à sourire, mais le scientifique de 95 ans a une carrière impressionnante : **Membre de l'Académie des sciences australienne et de la Royal Society**, son travail a été récompensé par de nombreux prix et il est l'auteur de centaines de textes scientifiques. **Il a notamment été impliqué dans la disparition du virus responsable de la variole** et dans la lutte contre la surpopulation de lapins en Australie via l'introduction volontaire du virus de la myxomatose dans les années 50.

Officiellement en retraite depuis des dizaines d'années, ce scientifique renommé poursuit toujours ses travaux de recherche et ses écrits, en se déplaçant quotidiennement à l'Institut de médecine John Curtin de l'Université nationale australienne, dont il fut directeur de 1967 à 1973.

Sa compréhension approfondie de l'évolution des espèces n'a jamais entamé sa fascination pour l'observation sur le terrain. Du niveau moléculaire aux

planètes, Frank Fenner s'intéresse à tous les écosystèmes. Il a commencé à publier ses premières études environnementales au début des années 70 lorsque l'impact des sociétés humaines sur notre planète devenait problématique.

De quoi inspirer confiance, ou au moins de l'intérêt pour ses déclarations.
"Nous allons disparaître. Quoique nous fassions maintenant, il est trop tard"

Cette affirmation de Frank Fenner a de quoi inquiéter, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une vision sur des millions d'années mais d'une prédiction pour le siècle en cours !

Pour Frank Fenner et d'autres scientifiques reconnus comme Paul Crutzen, prix Nobel de chimie, la Terre est entrée dans une nouvelle époque géologique, l'Anthropocène, depuis 1800 avec la révolution industrielle et l'exploitation massive des combustibles fossiles. Cette nouvelle époque géologique succéderait à l'Holocène débuté il y a dix mille ans. Bien que non officielle sur l'échelle des temps géologiques, l'Anthropocène a été admis dans la terminologie scientifique et correspond au moment où les Hommes ont pu rivaliser avec les forces de la nature dans la capacité à modifier l'écosystème de la Terre.

En effet, nos activités réchauffent le climat planétaire d'une ampleur aussi importante que les grands cycles naturels et nous entamons la sixième extinction massive de la biodiversité, avec une vitesse sans doute plus rapide encore que celle qui a conduit, il y a 65 millions d'années, à l'extinction des dinosaures suite à la chute d'un astéroïde, comme le souligne Eric Lambin, membre de l'Académie des sciences des Etats-Unis[1]...
L'explosion démographique en cause : "il y a déjà trop de monde"

A l'origine de ces déséquilibres planétaires qui menacent la survie même de l'Humanité, Frank Fenner incrimine l'explosion démographique et la "consommation effrénée".

Selon l'ONU, le nombre d'humains a dépassé les 7 milliards en 2011. Vu l'inertie de nos sociétés et décideurs politiques sur l'urgence et l'importance

des mesures à prendre pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, Fenner demeure pessimiste : "Nous allons subir le même sort que les personnes sur l'île de Pâques. Le changement climatique ne fait que commencer. Mais nous pouvons déjà voir des changements remarquables dans la météo."

"Les Aborigènes nous ont montré qu'en l'absence de science et d'émissions de dioxyde de carbone responsables du réchauffement climatique, ils pouvaient survivre pendant 40 000 à 50 000 ans. Mais notre monde ne le peut pas. L'espèce humaine est susceptible de prendre le même chemin que beaucoup d'espèces que nous avons déjà vu disparaître." déclare t-il dans son interview.

"Homo sapiens devrait disparaître, peut-être dans 100 ans", dit-il. "Un grand nombre d'autres animaux également. C'est une situation irréversible. Je pense qu'il est trop tard. J'essaie de ne pas trop le dire car il y a des gens qui essaient de faire changer les choses. Les efforts de réduction ralentissent un peu les choses, mais il y a déjà trop de monde [sur Terre]" ajoute-t-il.

L'explosion démographique et ses corollaires : la boulimie énergétique, productiviste et consumériste mènent l'humanité à sa perte. Ce constat, tabou, est pourtant de plus en plus partagé par certains scientifiques et de plus en plus évoqué, mais étouffé par les sceptiques sur le changement climatique et une partie des personnes croyantes pour qui la reproduction est une recommandation divine, souligne Frank Fenner.

Un peu d'optimisme avant le naufrage de l'Humanité ?

Stephen Boyden, collègue et ami de Fenner, pense qu'il y a un profond pessimisme chez certains écologistes, mais que d'autres sont plus optimistes : "Frank a peut-être raison, mais certains d'entre nous nourrissent encore l'espoir que la situation entraînera une prise de conscience et, par conséquent, les changements révolutionnaires nécessaires pour atteindre la durabilité écologique". Malheureusement, cette prise de conscience radicale, tant attendue depuis des années, ne se manifeste pas ou de manière marginale.

Stephen Boyden ajoute : "C'est là que Frank et moi sommes différents. Nous sommes tous deux conscients de la gravité de la situation, mais je n'accepte

pas qu'il soit forcément trop tard. Bien qu'il n'y ait qu'une lueur d'espoir, cela vaut la peine de résoudre le problème. Nous avons la connaissance scientifique pour le faire, mais nous n'avons pas la volonté politique."

A ce titre, Frank Fenner a ouvert le 23 juin 2010 le symposium "Healthy Climate, Planet and People" à l'Académie australienne des sciences. Cette conférence vise justement à combler le fossé entre la science et les politiques environnementales.

En conclusion de son interview, Frank Fenner, qui a pourtant eu l'honneur d'annoncer l'éradication mondiale de la variole à l'ONU en 1980, contemple avec dépit le chaos de l'espèce humaine au bord de l'extinction de masse : "Les petits-enfants des générations actuelles vont être confrontés à un monde beaucoup plus difficile..."

Notes

Frank Fenner est décédé le 21 novembre 2010

La Terre sur un fil, Eric Lambin - Le Pommier, 2010

Source

Frank Fenner sees no hope for humans -The Australian, 26/06/2010

Source : notre-planete.info, http://www.notre-planete.info/actualites/actu_2447_extinction_espece_humaine.php



“Economically non-viable”

Patrick Reymond 25 avril 2015

[Petit rappel : sans les énergies fossiles (abondantes et bon marchés) plus de civilisation industrielle. Terminé.]

L'investissement dans le fossile, selon un communiste mal repenti, la banque HSBC est, ou devient, “economically non-viable”.

Loin du bla-bla du changement climatique, la vérité en est que c'est une rupture technologique majeure, comme il y en eu tant depuis 1600, qui entraîne le changement de paradigme.

La production d'énergie est prix en étai, et broyée par des prix d'extraction qui augmente, et la paupérisation des agents de base, les ménages.

Elle avait d'abord atteint l'immobilier dans la crise 2007-2009, dont nous ne

sommes toujours pas sortis, parce que le lotissement, ça nécessite des voitures, surtout dans le cas où ils sont construits n'importe où. Quand le carburant n'est pas cher, cela peut passer.

Quand il le devient, ça ne passe plus.

Les ménages, les plus fragiles, particulièrement la classe moyenne occidentale, fut touchée de plein fouet, aujourd'hui, ce sont les grandes entreprises qui révèlent leur fragilité : "the highest risk investments such as coal and oil".

On parle donc d'investissements spéculatifs pour le charbon et le pétrole...

Les investisseurs y restant risquent de se retrouver "dans le mauvais sens de l'histoire".

Sans doute, est on loin du compte. Pétrole et charbon ont sans doute de beaux jours devant eux, mais c'est la frénésie de production qui a du plomb dans l'aile.

Seul, 10 % de la production de charbon est employée de manière rationnelle. Les 90 % sont brûlés pour fabriquer de l'électricité.

Le pétrole, j'ai longuement parlé de ses usages non adéquats, qui ne pouvaient se justifier que par une abondance débridée. Après, beaucoup d'usages deviennent superflus.

On a donc commencé, dans le secteur de l'énergie, le "grand élagage", des usages stupides, farfelus et inutiles, parce que, comme je l'ai inlassablement répété, l'énergie la moins chère, c'est celle qu'on n'utilise pas, et celle qu'on utilise le doit être fait de manière rationnelle.

On voit ce qu'une légère inflexion vers le bas, la baisse de 1 % l'an des consommations d'énergie, et la très timide percée du renouvelable fait comme mal aux grandes entreprises, qui ne se sont pas gênées pour refiler l'austérité aux ménages.

En réalité, elles ont scié, par incompetence macro-économique totale, la branche sur laquelle elles sont assises.

Plus criant encore de bêtise, n'entend on pas les grandes compagnies pétrolières pester sentencieusement depuis des décennies, contre ce raffinage jamais rentable...

Comment feraient elles pour empocher les bénéfices avec un passage

obligatoire et un goulot d'étranglement non rentable ?

C'est d'ailleurs peut être là que Marx trouve son application, à un sujet qu'il n'avait même pas abordé. Ce qui a fait douter de son analyse, c'est que le gâteau énergétique a été croissant jusqu'au tournant 2005.

Avec un gâteau croissant, on trouve toujours à répartir mieux, surtout dans une ambiance très communiste d'après guerre.

Mais aujourd'hui, on entre dans une société très largement stagnante, ou plutôt, si les gains de croissance peuvent exister, si on ne les contrarie pas, seront très limités : 0.2 par an, ce qui reste considérable et correspond à ce qui était pré-existant à la révolution industrielle, et non plus les 1.5 % espérés, et à contrario, les 6 % des 30 glorieuses.

Le seul problème, c'est d'annoncer et de gérer la grande stagnation, et de faire accepter à des gens qui boivent le Samorgon, de ne plus boire qu'un verre de vin, très largement coupé d'eau...

[Tout comprendre sur l'OPEP, l'Arabie Saoudite et le pétrole](#)

25 avr 2015 | [Jim Rickards](#) | [La Chronique Agora](#)

J'aimerais parler aujourd'hui du rôle de l'Arabie Saoudite en tant que producteur de pétrole "résiduel", et de ce que cela signifie. Nous savons tous ce qu'est l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Je ne sais pas exactement combien de membres comporte l'OPEP, mais ils doivent être 15 ou 20 : il s'agit de la plupart des grands producteurs de pétrole dans le monde, sauf deux. Ces exceptions sont la Russie et les Etats-Unis, soit deux des plus grands producteurs d'énergie. Or, ni l'un ni l'autre n'est membre de l'OPEP. Les Etats-Unis n'en font pas partie, la Russie n'en fait pas partie.

Donc l'OPEP a son importance, mais pas totalement, voyez-vous, puisque vous avez ces deux acteurs principaux qui n'en font pas partie. L'OPEP a la réputation de tricher, et elle entraîne dans son sillage une quantité de petits joueurs, mais ces derniers ne comptent pas vraiment. Donc je ne donnerais pas trop d'importance à l'OPEP car l'Arabie Saoudite est unique au monde. L'Arabie Saoudite dispose de deux avantages. C'est l'un des principaux producteurs de pétrole dans le monde, c'est donc un acteur majeur quoi qu'il arrive. Ça, c'est le premier avantage.

Son deuxième avantage, c'est qu'elle possède des réserves énormes, ce qui signifie qu'elles ne vont pas se tarir de sitôt. Ce qui n'est pas le cas de certains pays, par contre. Et le plus important, c'est que le coût d'extraction du pétrole saoudien est le plus faible de tous. Car il ne s'agit pas simplement d'avoir du pétrole. C'est intéressant, d'avoir du pétrole. Mais du pétrole, il y en a partout dans le monde. Tous ces discours concernant le pic ou la pénurie de pétrole ne riment à rien. Nous nageons dans le pétrole. Mais la question qui se pose est la suivante : est-il économique ? Combien cela coûte-t-il d'extraire ce pétrole ? L'Arabie Saoudite est le producteur dont les coûts de revient sont les plus faibles.

Elle a donc trois avantages : une production colossale, des réserves colossales, et des coûts de production extrêmement bas. Laissons tomber l'OPEP. Lorsque vous disposez de ces trois avantages, vous pouvez facilement contrôler les cours du pétrole dans le monde.

Vous pouvez en extraire plus : cela fait baisser les cours. Vous pouvez en extraire moins : cela fait grimper les cours. Ou alors, vous maintenez un juste équilibre et les cours restent là où ils sont. L'Arabie Saoudite est la seule à pouvoir le faire. Les Etats-Unis disposent d'importantes réserves mais leur coût de revient est plus élevé. Pour la Russie, c'est pareil : elle dispose d'importantes réserves mais son coût de revient est plus élevé. Et si l'extraction vous revient à 80 \$ le baril, vous n'allez pas pouvoir faire chuter les cours à 50 \$ parce que vous perdrez trop d'argent. Pour pouvoir vendre à 50 \$, il faut produire à 10 \$. C'est évident, si mon coût de revient est de 10 \$, je peux faire chuter le cours à 15 \$ et je gagne toujours de l'argent. Je n'en gagne peut-être pas autant que je le souhaiterais, mais j'en gagne tout de même. Alors, l'Arabie Saoudite est la seule au monde à disposer de ces trois avantages et, donc, de la faculté d'augmenter ou de baisser le prix du pétrole.

▪ **Que fait l'Arabie Saoudite à présent ? Et pour quelle raison ?**

En fait, elle vise un cours se situant entre 50 \$ et 60 \$ le baril. Pourquoi ? Pour deux raisons. La première, c'est que l'Arabie Saoudite veut que les producteurs de pétrole de schiste mettent la clé sous la porte, car ils inondent le monde de pétrole. Nous en avons parlé encore au sujet du volume d'endettement et des obligations pourries (*junk bonds*) que les producteurs de pétrole de schiste ont générés. Mais d'où vient tout ce pétrole de schiste ? Il vient du Dakota du Nord, du Texas, du Canada et d'autres endroits disposant

de cette nouvelle technologie. Comment ont-ils fait ? Avec énormément d'argent emprunté, énormément de *junk bonds*, mais ils l'ont fait en supposant que le baril de pétrole se vendrait entre 80 \$ et 130 \$. Voilà d'où est venu tout ce pétrole.

L'Arabie Saoudite a constaté que certaines de ses parts de marché disparaissaient, que le monde était submergé de pétrole, et elle s'est dit que plutôt que d'extraire encore plus de pétrole (ce qui serait perdu d'avance et à son détriment), il valait mieux viser un cours donné, ne plus extraire de pétrole, et faire baisser un peu ce cours. Mais c'est assorti d'un plan d'optimisation. Ils se sont dit : "bon, quel est ce cours ? Quel est le cours théorique qui ferait mettre la clé sous la porte aux producteurs de pétrole de schiste, mais qui ne nous affecterait pas trop ? Evidemment, si on tombe à 10 \$, les producteurs de pétrole de schiste ferment boutique mais on se suicide car notre baril nous coûte 10 \$. A 80 \$ le baril, les producteurs de pétrole de schiste préservent leur activité car leurs coûts sont inférieurs à ce cours. Alors quel est le chiffre magique ?"

Eh bien, le chiffre magique, si l'en est un, c'est 60 \$. Les marchés ne sont jamais aussi précis, donc la fourchette se situe entre 50 et 60 \$. Ces jours ci, le pétrole a rebondi autour de 55/60 \$. Vous savez qu'il a été plus bas. Il a touché les 40 \$. C'est un rebond normal car les marchés sont volatils et que les gens jonglent avec leurs positions. Ainsi, l'Arabie Saoudite a eu ce qu'elle voulait : elle ne veut pas que le cours descende plus bas.

Le problème, c'est que lorsque les cours passent de 100 à 45 \$, cela représente une chute monumentale, spectaculaire, en très peu de temps. Cela agite beaucoup de monde. On se dit que si le cours est tombé de 100 à 40 \$, alors il va tomber à 20 \$. Mais il ne va pas tomber à 20 \$, ni à 30 \$, ni à 35 \$. Le cours a atteint son plancher et il va se maintenir dans la fourchette des 50 à 60 \$, et il ne va pas remonter à 100 \$ pour autant. Il peut y avoir des exceptions, cependant. Il pourrait se produire un énorme choc géopolitique. Une guerre meurtrière pourrait éclater. Peut-être que quelqu'un va essayer de fermer le détroit d'Ormuz.

Là, on constaterait des pics journaliers, et le contexte serait volatil. Je ne nie pas la volatilité. Mais cela n'arrive pas par hasard. Il ne s'agit pas de se dire : "oh, voyons où en est le pétrole, je me demande bien ce qu'il va se produire maintenant !"

En fait, vous êtes en mesure de comprendre ce qu'il se passe en vous fondant sur ces dynamiques de marché que je viens de décrire. Et ainsi, ce à quoi on peut s'attendre, à quelques exceptions près, c'est que le pétrole se négociera entre 50 et 60 \$ le baril pendant un certain temps, c'est-à-dire cette année et l'année prochaine, car ce cours est suffisamment bas pour tuer les producteurs de pétrole de schiste mais pas assez pour affecter l'Arabie Saoudite plus que nécessaire. Pour l'Arabie Saoudite, c'est toujours rentable. Ils engrangent toujours des bénéfices sur les forages pétroliers et, en réalité, leur budget est excédentaire. Pour certains autres pays, ce n'est pas le cas car ils ont besoin de plus d'argent pour être excédentaire, mais ça, c'est leur problème.

Avec ce type de géopolitique, l'Arabie Saoudite fait d'une pierre deux coups : elle frappe également l'Iran qui a besoin de beaucoup d'argent pour semer le trouble partout dans le monde, notamment autour du programme nucléaire, mais aussi pour subventionner les chiites en Syrie et partout dans le monde, ainsi que pour son entreprise de déstabilisation en Libye et ailleurs. Et donc l'Iran déploie une politique étrangère d'envergure car le pays est l'un des plus grands exportateurs de déstabilisation et de terrorisme. Mais les Saoudiens disent : "bon, ça, c'est votre problème. Cela ne nous concerne pas et le cours du pétrole nous convient tel qu'il est".

Investissement : pourquoi nous sommes contrariés

27 avr 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Dans les années 70, suite au changement du système monétaire par l'administration Nixon, votre correspondant s'est engagé dans un effort idéaliste mais remarquable pour empêcher le gouvernement de ruiner le pays. Les Etats-Unis ayant coupé le lien avec l'or — le sauveur de tout système monétaire depuis Hammourabi —, l'avenir nous semblait clair : une catastrophe était en route, liée à la dette.

En tant que directeur de l'Union américaine des contribuables, nous avons mis en place deux grandes initiatives pour empêcher ce désastre de se produire. La première consistait à proposer un amendement à la Constitution américaine, pour y inscrire l'obligation d'équilibrer le budget. Cela aurait permis d'empêcher les autorités d'accumuler des déficits, sauf en cas de guerre ou d'urgence nationale. 32 états approuvèrent cet amendement — deux de plus, et il aurait pris effet.

Bien entendu, nous voyons aujourd'hui combien aisément les autorités auraient pu contourner cet obstacle : les Etats-Unis sont *toujours* en état de guerre !

La deuxième initiative était un procès contre le gouvernement US au nom des enfants américains. L'affaire avait pour nom Bonner vs. Baker — le Baker en question étant James Baker, Secrétaire d'Etat américain. La dette nationale représente une taxe sur les futures générations, avançons-nous. Imposer ce genre d'obligation inter-générationnelle revenait à mettre en place une taxation sans représentation et devait donc être interdit. Le tribunal rejeta notre plainte.

Tandis que nous étions ainsi occupé à protéger la république, Ronald Reagan gagna les présidentielles de 1980

Tandis que nous étions ainsi occupé à protéger la république, Ronald Reagan gagna les présidentielles de 1980. Nous avons fêté ça ; il semblait que la bataille avait été gagnée — ni au tribunal ni dans les états... mais grâce aux élections nationales. D'une manière ou d'une autre, contre toute attente, Reagan était conservateur, en matière de budget. Il remettrait de l'ordre dans les finances américaines. Du moins le pensions-nous.

Et puis le parti républicain bascula du côté obscur. Sous l'influence de Dick "les déficits n'ont pas d'importance" Cheney et de Donald T. Regan, le président accumula certains des déficits les plus profonds de l'histoire américaine.

▪ **Une cause perdue... menant à une révolution discrète**

C'est à ce moment-là que nous avons décidé qu'essayer de sauver "le système" était une cause perdue. Nous avons décidé de nous sauver nous-même, plutôt. Nous avons quitté l'Union américaine des contribuables et avons commencé à bâtir un groupe de chercheurs, analystes et conseillers indépendants qui pourraient nous aider à survivre et prospérer dans ce que nous pensions être un monde difficile et dangereux.

Il s'avéra que le monde n'était pas si dangereux, en fin de compte. Il semblait plutôt bénin. Un boom boursier emmena le Dow jusqu'à 18 fois son niveau de 1982. Et avec la "Grande modération" de la Fed, on aurait dit que les beaux jours dureraient éternellement.

Néanmoins, nous avons persévéré. Notre message n'a quasiment pas changé

depuis 30 ans : on ne peut pas construire une économie saine sur de la dette. Et quand les choses tournent mal, on ne peut pas les réparer avec encore plus de dette.

C'est ce que nous répétons depuis trois décennies. Et depuis trois décennies, nous avons l'air d'un idiot

C'est ce que nous répétons depuis trois décennies. Et depuis trois décennies, nous avons l'air d'un idiot. Mais pour un nombre croissant d'investisseurs, notre analyse semble raisonnable... et nos conseils permettent de gagner de l'argent.

Aux Etats-Unis, notre liste de lecteurs et d'abonnés s'est développée. Dans les années 90, nous avons commencé à diffuser notre message dans le reste du monde. En Grande-Bretagne d'abord, puis en France. Pendant 20 ans, nous avons vécu à l'étranger, où nous avons lancé et développé des filiales et des partenariats. Nous avons désormais des bureaux dans 10 pays. Nous publions en anglais, en chinois, en espagnol, en portugais, en français, en allemand. Et notre lectorat continue de croître. Actuellement, nous comptons 2,4 millions d'abonnés au total — plus que le *Wall Street Journal*, le *New York Times* et Bloomberg réunis.

Pourtant, en dehors de nos lecteurs, peu de gens ont entendu parler de nous. Votre correspondant n'a jamais été candidat à la mairie de New York. Ni nulle part ailleurs. Et s'il arrivait, par hasard, que nous soyons élu à quelque poste officiel que ce soit, nous crierions à la fraude électorale.

Nous ne vivons pas à Manhattan ou à Malibu. Notre nom n'apparaît jamais dans le journal. Nous ne participons pas à des déjeuners "de haut vol". Nous n'assistons à aucun conseil d'administration. Nous ne frayons avec aucune célébrité. Au lieu de ça, nous voilà... parfaitement anonyme... sur les hautes plaines d'Amérique du Sud, avec un groupe de gauchos, un unique ordinateur portable, une connexion internet peu fiable, et rien entre nous et Dieu sinon un sombrero à 12 \$.

Notre expérience à Washington a fait naître chez nous une profonde méfiance envers les médias, les politiques et leurs petits amis du secteur "privé"

▪ **Mais pourquoi donc ?**

Notre expérience à Washington a fait naître chez nous une profonde méfiance envers les médias, les politiques et leurs petits amis du secteur "privé". Le système tout entier est corrompu et égoïste. Il transforme des crétins en célébrités et rend les sottises respectables. Quand on se trouve enlisé au beau milieu, cependant, il n'y a

rien à faire ; on commence à croire ce que tout le monde croit — majoritairement des vantardises et des idioties servies par des médias qui ne sont plus que les laquais de l'autorité. **Après avoir lu cinquante articles sur le fait que la Fed a sauvé l'Amérique de l'Apocalypse, par exemple, on peut même commencer à le croire !**

Dans la vie en général, suivre les sottises populaires est simplement pathétique. Dans la vie financière, c'est fatal.

Plus clairement : si vous pensez que tel ou tel politicien est un génie, ou que la Sécurité sociale améliorera notre santé, ou encore que des guerres infinies au Proche-Orient nous protègent des terroristes, ça n'a probablement pas beaucoup d'importance. Votre vie continue plus ou moins normalement en dépit de ces illusions. Mais si vous croyez que la Fed peut maintenir des taux plancher jusqu'à la fin de temps... ou que le fardeau de la dette n'a pas vraiment d'importance... ou que les valorisations boursières actuelles sont raisonnables et durables... vous allez probablement perdre beaucoup d'argent. Peut-être pas tout de suite, mais ça finira par arriver.

Certes, les cours boursiers reflètent aussi les illusions du moment — mais cela ne dure jamais. Les marchés finissent toujours par observer la situation avec impartialité... et s'adaptent à la réalité. Notre *business model* est simple : nous tentons de regarder la situation avec impartialité chaque jour, et de garder une longueur d'avance sur les marchés. Notre devise : parfois nous avons raison, parfois nous avons tort... mais nous doutons toujours.

▪ **Etre contrarien, qu'est-ce que c'est ?**

L'expression la plus simple de notre stratégie — en affaires comme en finance — est ce que les investisseurs appellent le "contrarianisme". Cela consiste à reconnaître qu'on ne peut jamais vraiment gagner d'argent en croyant et en investissant dans ce que tout le reste du monde sait déjà. Lorsque tout le monde en vient à croire quelque chose, ladite chose ne peut qu'être déjà pleinement valorisée, voir sur-valorisée. On ne peut gagner de l'argent qu'en investissant *contre* cette chose, même si elle est vraie.

Parfois, si on garde la tête froide, il est possible d'identifier ce qui ne peut pas être vrai

Souvent, d'ailleurs, elle est fausse. C'est à ce moment-là qu'on gagne vraiment. Bien entendu, il n'existe aucun moyen de connaître la vérité à coup sûr. Mais parfois, si on garde la tête froide, il est possible d'identifier ce qui ne peut pas être vrai. C'est pour ça qu'on ne gagne pas d'argent en

investissant dans la vérité. On gagne de l'argent en investissant contre ce que la plupart des gens pensent être vrai, mais qui ne l'est pas. Comme le dit George Soros, "dénichez la tendance dont le principe est erroné, et pariez contre".

Voilà pourquoi il est agréable de passer quelques mois au ranch. Il y a moins de "bruit" de la part des médias. Nous n'avons pas la télé. Pas de radio. Pas de journaux. Pas de téléphone.

Dans les hauteurs de la sierra, nous ne quémardons aucune faveur. Nous ne demandons aucune reconnaissance. Nous sommes loin des fantasmes populaires ou des préjugés trop commodes.

Peut-être avons-nous tort. Peut-être que les initiés, les banquiers centraux, les zombies et les manipulateurs ont raison malgré tout. Peut-être qu'on peut construire une économie saine sur de la dette. Et peut-être qu'on peut construire et sécuriser sa richesse en faisant exactement ce que font les autres. D'un autre côté, peut-être qu'après 30 années durant lesquelles nous avons eu tort, nous finirons par avoir raison. On a déjà vu choses plus étranges se produire.

Quoi qu'il en soit, nous aimons être ici. L'air y est plus raréfié, mais aussi plus clair.

[Les banques centrales peuvent-elles se déclarer en banqueroute ?](#)



Ed Bugos
Ed Bugos

Publié le 25 avril 2015

Pour ma part, la réponse est évidente.

[Sa réponse est « non ». Par contre, il est possible, à force d'imprimer des trillions et des trillions de dollars, qu'une monnaie ne vaille plus rien, comme à l'époque de Weimar en Allemagne.]

Voici ce qu'en pense l'analyste Jeff Berwick :

[Les banques centrales peuvent-elles se déclarer en banqueroute?](#)

Si vous n'êtes pas certain de ce qu'est une banque centrale, cette réponse que

j'ai offerte à un compétiteur anonyme mais populaire est un bon endroit où commencer. Si une banque centrale requiert une certaine contrainte pour garantir ses activités, elle n'est probablement pas financièrement viable. Si les membres de sa direction sont nommés par le président et par le Congrès, elle ne peut être indépendante. Si elle ne se soumet pas à un test de profits et de pertes, elle est une bureaucratie. Si elle est une bureaucratie, elle ne peut répondre de ses actions devant ses clients.

Elle ne peut pas être une entreprise privée.

Elle ne peut pas prêter d'argent, au même titre que le gouvernement ne peut pas créer de capital.

Les actifs de la Fed sont achetés grâce à des chèques.

Il arrive que ces achats soient financés par la vente d'autres actifs, auquel cas aucune nouvelle obligation et aucune nouvelle unité monétaire ne sont créées. Dans d'autres cas, notamment selon la définition qui est donnée du quantitative easing, ils sont réglés grâce à un chèque vierge qui n'est jamais encaissé et devient un passif-dépôts. Cela signifie simplement que s'il est appelé, la banque centrale se trouve obligée d'imprimer les billets de banque pour lesquels elle possède un droit de contrefaçon... un privilège accordé par décret et assuré par le gouvernement.

« La Fed est dans la position rare et enviable de posséder ses obligations sous la forme de billets de la Réserve fédérale, qui constituent le change légal de son pays. En clair, ses obligations – les billets de la Réserve fédérale – sont une monnaie. Ses autres obligations – demandes de dépôt – sont échangeables par les détenteurs de dépôts (les banques, qui sont les clientes de la Fed) grâce à ces billets que, bien évidemment, la Fed peut imprimer à son bon vouloir. Contrairement à ce qui était le cas sous un étalon or, il est impossible aujourd'hui pour la Réserve fédérale de se déclarer en banqueroute. Elle détient le monopole légal de la contrefaçon (la capacité de créer de la monnaie à partir de rien) dans l'ensemble du pays. » - Rothbard

Comprendre pourquoi une banque centrale ne peut se déclarer en banqueroute, c'est commencer à comprendre ce qu'est une banque centrale.

McDonald's accélère ses fermetures de restaurants en 2015

La chaîne de fast-food avait déjà annoncé 350 fermetures dans le monde. Le 22 avril, elle en ajoute 350 de plus [pour un total de 700], principalement aux Etats-Unis, en Chine et au Japon.

En 2011, [McDonald's inaugurait encore un restaurant par jour en Chine](#). Quatre ans plus tard, la chaîne compte baisser le rideau de 700 de ses fast-foods dans le monde. Ce qui équivaut à en fermer quasiment deux chaque jour. La Chine concentre d'ailleurs une grande partie [des nouvelles fermetures annoncées le 22 avril](#).

350 restaurants déjà fermés

Plus précisément, 220 restaurants considérés comme "*sous performants*" mettront la clé sous la porte dans la première économie d'Asie et aux États-Unis, 130 autres doivent fermer au Japon. Cela s'ajoute aux 350 fermetures dans le monde au cours du seul premier trimestre déjà annoncées antérieurement. Il s'agit du plus haut niveau depuis cinq ans.

Attention, cela ne signifie pas pour autant que le périmètre global de la chaîne se restreindra au niveau mondial. Le nombre d'ouvertures prévues cette année n'est en effet pas indiqué dans le dernier rapport.

Plus grand nombre de fermetures en cinq ans

Depuis trois ans, le nombre d'ouvertures nette décroît, sans pour autant [redescendre au niveau de 2010](#), quand les ouvertures nettes avaient culminé à 259 après une vague de plus de 400 fermetures au Japon. [En 2014, le groupe affichait 829 ouvertures nettes](#) (1.298 ouvertures de restaurants "traditionnels" et 18 de "satellites", des espaces plus petits au menus plus restreints que les autres points de vente). La filiale française dit avoir ouvert 47 restaurant dans l'Hexagone l'an dernier et prévoit "*un nombre similaire*" en 2015. **Ce qui aboutit à un total de 36.258 McDonald's dans le monde fin décembre 2014.**

Ce programme s'inscrit dans un plus vaste plan de relance que le nouveau président-directeur général du groupe devrait détailler le 4 mai prochain. Steve Eastbrook a récemment remplacé Don Thompson, remercié [après plusieurs mois de résultats en baisse au sein de la chaîne](#).

Déjà, quelques éléments ont filtré, comme le lancement en mai d'un burger haut-de-gamme outre-Atlantique. Vendu à 5 dollars et commercialisé pendant un temps limité, le Sirloin third pound burger serait garni d'un faux-filet.

« La démocratie en Europe, une vaste plaisanterie... ! »

Charles Sannat 27 avril 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je vous dis régulièrement que nous faisons face à un mouvement mondial de réduction des libertés individuelles, que nous assistons à un recul sans précédent de la démocratie.

Vous le voyez en France où, sous couvert de lutte légitime contre le terrorisme, on cherche en réalité à encadrer et à terroriser le citoyen un peu pétochard qui « n'a rien à se reprocher ou si peu » plus qu'à nous protéger des méchants vilains. Pourquoi peut-on affirmer cela ? Pour une raison très simple. Si les paiements en espèces sont prohibés au-delà de 1 000 euros pour un résident fiscal français, ils restent autorisés jusqu'à 10 000 euros par transaction pour un non-résident fiscal. On se fiche donc ostensiblement aussi bien du financement des filières terroristes que de notre protection. Non, ce qui compte c'est bien évidemment la répression financière, la répression fiscale. Le fait que personne ne puisse échapper à l'État.

Ne soyons pas naïfs, c'est évidemment pour notre bien. Aucune politique de réduction des libertés ne saurait être acceptée par les populations si c'était

pour réduire leur liberté. Alors on vous explique que c'est pour votre bien, que c'est pour lutter contre les vilains terroristes ou encore contre les très vilains fraudeurs fiscaux sans doute comme Thévenoud – dont plus personne ne parle mais qui siège toujours sur les bancs bien socialos et bien-pensants de notre gôche moralisatrice pour les autres et nettement moins pour elle-même.

Une justification idéologique évidente : construire l'Europe, augmenter la productivité, globaliser l'économie

Vous devez comprendre, mes chers amis, que lorsque l'on veut construire une Europe des multinationales qui n'a rien à voir avec l'Europe de la paix et de l'amour universel entre les peuples, la démocratie comme l'a si bien dit le ministre allemand de l'Économie c'est assez pénible.

Lorsque l'on veut avancer dans une mondialisation qui n'arrange que les multinationales et les méga-riches et dont personne ne veut, les libertés individuelles ce n'est pas très pratique.

Lorsque l'on veut vous réduire vos « acquis sociaux », vos 35 heures, vos machins formation, ou encore votre sécu ou augmenter le prix des soins, vous laisser protester c'est assez difficile à supporter.

Lorsque l'on veut vous rendre compétitif face à un petit Chinois des champs ou même des villes payé au mieux 500 euros par mois pour les plus chers mais généralement 90 dollars et 10 bols de riz pour la grande masse, enrégimenté et qui n'a pas le droit de grève mais le droit de crève, ce qui n'est pas du tout pareil, les syndicats européens, le droit du travail ou le code du même travail sera toujours trop épais pour un capitaliste exploiteur ne voulant au mieux que vous donner ce que Marx appelait déjà un salaire de « subsistance ».

L'excellence du modèle chinois

Alors face à tout cela, face à cette compétition mondiale, c'est la Chine qui a prouvé l'excellence de son modèle. D'ailleurs, la conclusion intellectuelle c'est qu'il n'y a aucune façon de lutter contre l'efficacité du modèle chinois dans une économie mondiale globale et ouverte sans adopter les mêmes techniques ou sans changer les règles, c'est-à-dire sans fermer l'économie.

Le modèle chinois c'est une dictature politique, avec un parti unique qui n'a rien d'une démocratie, avec la peine de mort pour les vilains y compris ceux qui sont juste pas d'accord avec les mamamouchis de là-bas. C'est l'absence presque totale de droit social ou de droit de grève ou même de droit tout court puisque l'une des plus jeunes professions en Chine c'est... avocat !

Bon, le temps de travail on s'en fiche, le salaire minimum aussi, les normes de sécurité... itou, bref, un paradis pour capitaliste la dictature communiste et c'est ainsi que la boucle fut bouclée et que de l'affrontement entre le capitalisme et le communisme sortit vainqueur non pas le capitalisme, comme tout le monde le pense depuis la chute de l'URSS et l'effondrement du mur de Berlin, mais un nouveau système à l'efficacité redoutable, l'hybride mis au point par la Chine que j'appelle le « Co-capitalisme ». Tous les attributs de la dictature communiste mis à la disposition du capital pour produire au meilleur coût et avec la plus grande des efficacités. La seule liberté laissée au peuple étant la liberté de consommer, qui était d'ailleurs absente du monde communiste et qui fut l'une des principales causes de l'échec du système communiste.

Les peuples se fichent pas mal de leur propre liberté. Il leur faut simplement, depuis l'antiquité, du pain et des jeux. La version moderne c'est la télé-réalité et la consommation. L'hyper-consommation. Celle qui abrutit et lobotomise les masses laborieuses.

Alors pour nous adapter à ce nouveau monde, nous devons non pas refuser ce nouveau monde, protéger nos valeurs ou encore nos libertés, nous n'avons pas le droit de penser ou d'imaginer d'autres chemins (sans être taxés de tous les termes euthanasiant la pensée).

Non il n'y a « pas d'alternative », vous dira Macron. « Il faut bien accepter de réduire vos libertés », a ainsi déclaré il y a quelques jours Nicolas Sarkozy dans une confession d'une rare honnêteté et laissant apparaître au grand jour le grand mobile des « réformes » en cours qui, loin d'être uniquement économiques, concernent également chaque jour vos libertés futures et celles que vous laisserez à vos enfants.

Comme je vous le disais, ce mouvement est mondial, il est aussi européen.

Tollé au Portugal face au retour de la censure

Ainsi cet article d'Euronews, qui est loin d'être un organe de presse fasciste, explique que c'est la « bronca des médias au Portugal face au spectre du retour de la censure ».

Un nouveau texte de loi est en discussion pour que les médias soumettent leur plan de couverture du scrutin à la commission électorale et à l'entité de régulation des médias portugais.

Il est également demandé aux journalistes de s'abstenir « de tout commentaire ou jugement de valeur »... ce qui revient à dire qu'en période électorale, le droit à la liberté d'expression – qui est l'un des attributs d'un régime dit démocratique – serait suspendu le temps de la campagne puisqu'il ne pourrait plus y avoir aussi bien commentaires que jugements de valeur...

Vous imaginez à quel point les peuples honnissent désormais leurs dirigeants pour que ces derniers passent ce type de lois, ou encore à quel point ils veulent vous faire avaler de futures couleuvres pour vous empêcher ainsi tout droit de protestation ?

Inutile de vous dire qu'avec une telle loi, il serait impossible d'écrire ce simple billet, ou ce simple article que vous êtes en train de lire. Il est rempli de commentaires et de jugements de valeurs que vous avez d'ailleurs parfaitement le droit de rejeter, de combattre ou d'approuver. D'ailleurs, cela porte le nom d' « édito ».

Uniquement le droit de dire oui, uniquement le droit de dépenser, uniquement le droit d'acheter des actions...

Je ne sais pas combien de temps durera le crépuscule de ce monde. Ce que je sais c'est qu'il est condamné comme l'était l'URSS car ces systèmes sont devenus fous.

Si vous regardez avec objectivité, la politique des banques centrales n'amène qu'à une obligation d'acheter des actions... puisque cela ne baisse jamais.

Cela est une obligation à utiliser votre épargne et donc à consommer puisque les taux d'intérêt sont à zéro et seront bientôt négatifs, ce qui est la négation de la définition d'une monnaie qui doit être capable de conserver de la valeur dans le temps.

Politiquement, vous n'aurez prochainement que le droit de dire oui. Pour le reste, si vous dites non, vous serez au choix un terroriste, un fasciste, un anarchiste, un criminel, un délinquant ou un individu relevant de la psychiatrie. C'est génial la psychiatrie. Un simple préfet peut vous enfermer sans procès directement en institution sans recours, sans tambour ni trompette. D'ailleurs, l'ex-URSS affectionnait particulièrement ses psychiatres.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[Suisse : 44 % de grandes entreprises envisagent une délocalisation](#)

Après les bonnes nouvelles concernant l'industrie horlogère suisse qui semblait avoir plutôt convenablement absorbée le choc de l'appréciation du franc suisse, c'est l'ensemble de l'industrie suisse – en tout cas une grande partie – qui envisage des délocalisations. C'est particulièrement le cas pour les entreprises fabricant des produits à faibles marges ou de consommation courante, d'où la nécessité du haut de gamme et ce que l'on appelle pompeusement le « pricing power », que l'on peut traduire en français par le « pouvoir d'imposer son prix » pour une entreprise.

Charles SANNAT

[L'économiste en chef de la Citibank propose d'abolir l'argent liquide](#)

Encore un qui pense profondément à votre bien.

« Lorsque la conjoncture économique devient mauvaise, les banquiers centraux disposent d'un outil pour stimuler l'économie : ils peuvent réduire les taux d'intérêt pour inciter les agents à souscrire des crédits. Au cours des dernières années, de nombreuses banques centrales y ont eu recours, mais elles butent sur une difficulté : des taux d'intérêt proches de zéro, voire négatifs, n'ont aucun effet sur l'argent liquide. En effet, pourquoi les gens conserveraient-ils leur argent sur un compte d'épargne, en risquant de perdre de l'argent compte tenu des taux d'intérêt négatifs, alors qu'ils ont la possibilité de le garder en liquide, et de n'essuyer aucune perte ?

Willem Buiter, Economiste en chef de Citibank, a étudié ce problème, le problème du taux plancher ('ELB' pour 'effective lower bound'), et il livre sa conclusion : il n'existe pas de bonne raison de maintenir les espèces dans

l'économie. »

En fait si, il existe une excellente raison de maintenir des espèces dans le système comme justement un contre-pouvoir aux imbécillités économiques de nos dirigeants.

Car ce sont nos dirigeants qui ont décidé que l'argent, notre argent, ne devait plus rien valoir, ce n'est pas nous qui l'avons décidé.

L'avantage des espèces c'est qu'en les mettant sous le matelas, je ne suis pas soumis aux banques et à leurs spoliations... mais justement c'est un banquier qui vous explique que les espèces c'est caca boudin crotte...

Heureusement, il nous reste l'or et l'argent... des vrais métaux, précieux, rares et qui seront de plus en plus chers.

Les taux négatifs sont une aberration économique.

Charles SANNAT

[Effet de change : Olivier Delamarche](#)

Les Éconoclastes 27 avril 2015



<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/chroniques/olivier-delamarche/>

Après plusieurs mois d'une reprise annoncée par les organismes comme l'OCDE, des doutes s'installent. Pour Olivier Delamarche, ces chiffres là, issus de prévisions, n'ont jamais été corrects. « La reprise on ne la voit pas dans les vrais chiffres. »

Pour notre Econoclaste, même si l'euro a baissé vis-à-vis de quelques devises et qu'on pourrait par conséquent s'attendre à une amélioration du chiffre des

exportations européennes, l'absence de croissance dans les autres pays fait que tout cela n'impactera pas la croissance des pays de la Zone Euro. « On voit qu'il n'y absolument pas de croissance chinoise. On voit les importations chinoises s'effondrer. On voit les importations japonaises s'effondrer aussi. On voit les Etats-Unis qui ralentissent fortement. D'où va venir la croissance ? Qui va nous acheter des biens et des services ? Personne. »

Au final les résultats sur les entreprises européennes sont dus en très grande partie à l'effet de change. Ce sont donc des résultats comptables.

« Sur les résultats des entreprises (la baisse de l'euro) va vous faire une progression, mais une progression qui sera purement comptable. C'est-à-dire quand (les entreprises) vont rapatrier des bénéfices qui sont faits en dollars, cela fera plus d'euros dans leur porte-monnaie. Ce n'est pas une amélioration des marges ou du chiffre d'affaire. »

La décorrélation des prix avec leurs fondamentaux qui devient de plus en plus importante nous amènera donc forcément à un point de rupture. Il y aura alors un retour brutal à ces valeurs pour Olivier Delamarche mais à une date inconnue parce que pour l'instant « les marchés ont décidé de jouer l'arrivée massive et permanente de capitaux pour faire *mumuse* et aujourd'hui c'est la seule chose qui fait monter les marchés. »

« Aujourd'hui on a une croissance américaine qui a toujours été basée sur la même chose, c'est-à-dire sur la dette, (...) sauf que vous avez une croissance qui est très très faible avec une dette qui a enflé. Le résultat de tout ça c'est que les Etats-Unis ralentissent. (...) Les investissements sont très négatifs. Ça veut dire que vous avez des entreprises qui n'investissent pas et vous avez un NASDAQ qui est au plus haut. »

Concernant les marchés au plus haut, **Olivier Delamarche dément le fait que ces derniers ont monté grâce aux bons résultats des entreprises. En effet, si les résultats sont restés corrects, les chiffres d'affaire ont baissé.** Ce sont donc « les rachats d'actions » qui ont permis d'obtenir ces résultats pour les entreprises américaines, ainsi que l'effet de change pour les entreprises de la Zone Euro.

« La hausse se fait sur les Price Earnings. Ca veut dire extrême, ça veut dire attention danger ! »

« Tous les moteurs sont éteints, donc là vous êtes en train de planer. »

Grèce : LE SIGNAL QUI NE VIENT TOUJOURS PAS

27 avril 2015 par François Leclerc

Les négociations se suivent et se ressemblent, rien ne progresse, la tension monte. Il est désormais réclamé un plan B du côté de certains dirigeants européens, qui s'en inquiètent. Mais en admettre l'existence reviendrait à entériner par avance l'échec des négociations et risquerait de le précipiter. Il ajouterait aux inconnues de l'échec que représenterait un défaut grec la perspective d'un nouveau chemin de Croix en raison de toutes les incertitudes de son application. Valdes Dombrovskis, le vice-président de la Commission, en a tiré par avance la leçon : « Il y a une claire décision de l'Eurogroupe de se concentrer sur ce plan et non pas sur un quelconque plan B ». Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des finances, est pour sa part resté elliptique : « si un politique responsable répond oui à cette question, vous savez ce qui va se passer, s'il répond non, vous ne me croirez pas. » Difficile, pourtant, de cacher que nos édiles sont le dos au mur.

Expriment avant tout le besoin de se raccrocher à quelque chose, de nouvelles spéculations hasardeuses se font jour à propos de dissensions entre Yanis Varoufakis et Alexis Tsipras. Hier, elles portaient sur l'érosion du soutien populaire du gouvernement, qu'un nouveau sondage a démenti. Les dirigeants européens sont pris au piège de leur propre intransigeance et ne se résolvent pas à l'admettre. Et le marché obligataire, jusqu'alors resté très sage, commence à frémir. Comme l'a déclaré Pierre Moscovici : « Notre message aujourd'hui est très clair : nous devons accélérer, nous devons accélérer à partir de maintenant. Il n'y a pas d'autre choix si nous voulons atteindre l'objectif que nous partageons tous, celui d'une Grèce stable et prospère arrimée à la zone euro ». Ce sont des mots qui ne donnent en rien la solution.

Largement repris par les médias, le discours ambiant tend à faire porter la responsabilité d'un échec sur les Grecs, en dépit de leurs avancées. Une première privation a été engagée, celle des paris sur les courses de chevaux – mais elle avait été décidée par le gouvernement précédent – et une inflexion sur la question des retraites anticipées a été enregistrée. Pour le reste, les *lignes rouges* n'ont pas été franchies. Le succès de cette opération de

communication sera toutefois une piètre consolation **si la Grèce fait défaut sur sa dette le 12 mai prochain à l'occasion de sa prochaine grosse échéance de remboursement de 950 millions d'euros du FMI.** Nul n'en veut, mais rien ne garantit que cela pourra être évité.

Durant le week-end, Alexis Tsipras s'est entretenu par téléphone avec Angela Merkel, et les pourparlers ont été annoncés pour reprendre aujourd'hui lundi. D'après une source grecque non identifiée citée par l'AFP, « les deux dirigeants ont exprimé leur volonté d'établir une communication stable pendant toute la durée des négociations, afin d'arriver à un accord imminent et réciproquement utile ». Les termes sont pesés et semblent donner raison à Alexis Tsipras qui a en permanence cherché à dégager un accord au niveau politique, et non pas à celui de l'Eurogroupe. Il s'est toutefois également entretenu par téléphone dimanche avec son président, Jeroen Dijsselbloem. Mais rien n'a filtré côté allemand, qui conformerait une ouverture.

L'instauration de ce canal de communication entre Athènes et Berlin semble pourtant être celui de la dernière chance, la formule des sommets de chefs d'État épuisée et celle de l'Eurogroupe éventée. Mais comment trouver une porte de sortie honorable, qualifiée de solution politique par Alexis Tsipras, pour des dirigeants européens qui se sont tant avancés ? C'est mal parti à écouter le ministre français Michel Sapin qui fait du sur place en déclarant : « Il faut faire l'addition des mesures pour comprendre quel est l'équilibre sur les finances publiques grecques, sur l'excédent primaire budgétaire et c'est ce que nous attendons toujours ». Attendrait-il un signal de la Chancelière ?

Yanis Varoufakis est plus convaincant en convenant que ni la zone euro ni la Grèce « n'ont le droit de ne pas trouver d'accord ». Redoutant un échec qui sera aussi le leur, les dirigeants européens n'en ont pas fini avec la Grèce qui pèse sur leurs têtes à la façon d'une épée de Damoclès.

POUR UN MONDE UN PEU MEILLEUR, OU MÊME BEAUCOUP

26 avril 2015 par François Leclerc

L'Europe fait figure de mauvaise élève comparée aux États-Unis en terme de croissance. Mais les 2,4% de progression de l'activité économique américaine de 2014, qui connaissent un tassement, font pâle figure comparés aux 3,4% réalisés en moyenne dans les années 90. Comme attendu, c'est la

consommation qui tire la croissance – elle y contribue pour 70% – mais les dépenses des Américains ont seulement retrouvé leur niveau de 2006, ce qui relativise le constat.

D'où provient l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages ? De la baisse du prix de l'essence et de la diminution du chômage, est-il expliqué. Ce qui ne rend pas compte de la nature des nouveaux emplois et de leur rémunération, ni de l'accroissement des inégalités de répartition des revenus. L'illustrant, les grandes villes américaines ont connu en avril des manifestations très suivies pour réclamer une augmentation du salaire horaire minimum. A New York, ils étaient entre 10.000 et 15.000 dans la rue, salariés précaires et sous-payés, travaillant dans la restauration rapide, s'occupant d'enfants, dans les secteurs de la santé, du bâtiment ou travaillant dans les aéroports.

Cela néglige un autre facteur important, la progression du crédit. Les données font apparaître son bond, en dépit du recul du crédit revolving des cartes (la « plastic money »), **le volume du crédit non-renouvelable progressant fortement**. Le crédit automobile et les prêts étudiants en sont principalement à l'origine, qui constituent les deux tiers du crédit à la consommation. Mais l'analyse du crédit doit désormais aussi intégrer les données d'un secteur en plein boom, celui des plate-formes électroniques de prêt entre particulier, une nouvelle composante du shadow banking. Si celles-ci n'ont encore octroyé que 5,5 milliards de dollars de prêts en 2014, ce volume augmente de 84% en moyenne tous les trois mois, et elles pourraient selon PriceWaterhouseCoopers distribuer 150 milliards de dollars de prêts dans dix ans. Les investisseurs trouvent de meilleurs rendements que ceux des produits financiers proposés par les banques (7%), et les emprunteurs des taux d'intérêts inférieurs à ceux du marché (de 6% à 12%). Mais l'opacité de ce secteur soulève de sérieuses interrogations.

Les élus républicains sont naturellement au dessus de cela et ont fait voter par la Chambre des représentants la suppression de l'impôt sur l'héritage, un de leurs chevaux de bataille traditionnel qu'ils surnomment « l'impôt sur la mort ». Le Sénat devrait cependant bloquer cette initiative, la Maison Blanche étant prête si nécessaire à y opposer son veto. Au fil des ans, les abattements se sont multipliés, aboutissant à ce que seules les successions supérieures à environ 5 millions de dollars par personne soient imposables,

mais c'est encore insoutenable ! Les républicains défendent ce qu'ils appellent « la part du rêve américain » et le droit des plus riches à léguer leur patrimoine dans son intégralité, faisant en l'espèce peu de cas de ce mérite qu'ils saluent pour être à l'origine de la réussite.

La monnaie est (aussi) l'opium du peuple

Posté le 27 avril 2015 par Bruno Colmant

Karl Marx a écrit que la religion est l'opium du peuple.

La monnaie n'en est pas loin, car elle s'assimile aux adhésions collectives semblables aux dévotions religieuses, les églises étant elles-mêmes en embuscade de...la monnaie.

La monnaie n'est rien. C'est une technostucture normative.

Elle se limite à représenter la valeur en la transportant dans le temps et dans l'espace.

D'ailleurs, la monnaie n'est validée que par sa transformation, dans un rapport d'échange inconnu, contre des biens et des services réels...pour autant qu'elle ait encore cours.

La faiblesse de la monnaie est là : elle ne se prouve que par le futur et par le maintien de la confiance que les humains lui adossent. Or ce futur nous échappe. La monnaie est donc une fluente expression portant sur la stabilité des articulations socio-économiques et de leur futur. On admettra que c'est fragile.

Les monnaies ressemblent donc aux Dieux: elles n'existent qu'aussi longtemps qu'elles ont des adeptes.

Karl Marx aurait dit que les monnaies, c'est comme les religions : un jour, cela n'a plus cours après avoir illusionné, comme l'opium, la conscience collective.

La divinité ordonnance le temps tandis que la monnaie lui donne, au travers du taux d'intérêt, un prix.

Peut-être faut-il mourir assez tard avant de savoir si Dieu existe et assez tôt avant de savoir que **la monnaie ne vaut peut-être plus rien.**

Grèce : il faut accepter le défaut souverain

Posté le 24 avril 2015 par *Bruno Colmant*

Depuis les élections grecques, les chiffres se sont substitués au verbe. Les réalités de l'économie s'imposent à la rhétorique de Syriza. Ce parti incarne une expression démocratique qui devrait être respectée au niveau européen, mais c'est en Grèce qu'il va s'effondrer, écartelé entre des exigences étrangères impossibles à tenir et une revendication populaire qui ne sera pas satisfaite.

Je l'ai souvent écrit dans ce blog : la dette grecque devrait être abattue d'au moins 50 %, ce qui correspond à ce qu'aurait été la dévaluation de la drachme par rapport à la moyenne des devises européennes nationales (avant l'euro), pondérée par l'importance du commerce extérieur grec.

Mais si la Grèce fait défaut et met donc en œuvre des mesures de contrôles de capitaux et des individus, la tentation totalitaire, de gauche ou de droite, sera forte.

C'est cela que les autorités monétaires ne comprennent pas : la monnaie ne discipline jamais très longtemps les forces sociales.

'Le Trésor grec s'en prend aux comptes bancaires'

par *Audrey Duperron* · 27 avr. 2015 *Express.be*

Après avoir réquisitionné la trésorerie des gouvernements locaux et des entreprises publiques [et il paraît que ceux-ci ont refusé de coopérer] la semaine dernière, le gouvernement grec du Premier ministre Alexis Tsipras semble avoir demandé aux percepteurs du pays de saisir les comptes des personnes endettées à l'égard du fisc, rapporte le journal grec Kathimerini. Ce dernier indique qu'il ne dispose pas de chiffres concernant cette mesure, mais qu'un citoyen grec qui était endetté à hauteur de 200 euros à l'égard de la trésorerie grecque a vu son compte bloqué jusqu'à ce qu'il s'en acquitte.

Le journal rapporte également le cas d'un individu qui était endetté à hauteur de 24.000 euros vis-à-vis de l'Etat, et qui a été menacé par un huissier de justice jusqu'à ce qu'il règle la somme due au fisc. Selon le journal, cette mesure intervient alors que le gouvernement rencontre des difficultés à recouvrer les dettes liées aux impôts de citoyens fortunés.

Entretiens, les négociations en vue de trouver un éventuel accord entre la Grèce et l'Union européenne piétinent. D'après Manfred Weber, un allié politique d'Angela Merkel, qui est également président du Parti populaire européen (PPE), le plus grand groupe politique au Parlement européen, un « Grexit » est de plus en plus probable. [« Aujourd'hui, toute la zone euro est contre la Grèce », dit-il dans le journal The Times.](#)

Les ministres des Finances de la zone euro reprochent son amateurisme à leur collègue grec Yanis Varoufakis et l'accusent également de « mettre en jeu l'avenir de son pays ». Il serait de plus en plus isolé après la réunion des ministres des Finances de la zone euro qui s'est tenue la semaine dernière dans la capitale lettone de Riga. Au cours de cette réunion, les différences de la nouvelle liste de réformes présentée par le gouvernement grec ont été à peine abordées. [« Tous les ministres lui ont dit :+on ne peut pas continuer ainsi+ », a dit Luis de Guindos, le ministre des Finances espagnol.](#) Après la réunion, des officiels ont appelé le Premier Tsipras pour contourner Varoufakis, et [les rumeurs concernant son remplacement imminent](#) ont refait surface.

Sur son fil Twitter, Varoufakis se montre combatif et il évoque une citation de Franklin D. Roosevelt pour comparer sa situation avec celle que l'ancien président des Etats-Unis avait commentée au moment où il avait imposé le New Deal :

[**La bulle immobilière britannique éclate: les ventes de maisons de luxe baissent de 80%**](#)

BusinessBourse et ZeroHedge par [tiger54](#) » *Publié le 26 Avr 2015*

Alors que la baisse de l'immobilier chinois est entamée (avec une baisse plus rapide que celle des Etats-Unis après Lehman), une autre bulle est en train d'éclater : celle du Royaume-Uni.

Le problème était que cette bulle était essentiellement menée par le haut du marché (luxe), et que désormais la fête est finie.

Comme le rapporte le [Financial Times](#) Les ventes de propriétés au-dessus de 2 millions de livres ont baissé de 80% l'année passée."

La bulle immobilière a d'abord explosé en chine puis un an plus tard, celle du

Royaume-Uni a suivi.

" Ed Mead, directeur des agents immobiliers de Douglas & Gordon, a déclaré que son entreprise avait effectué 37 évaluations au cours du dernier mois pour des propriétaires de maisons haut de gamme qui envisageaient de vendre et la valorisation était revenue à celle d'il y a 6 ans.

C'est à nouveau comme dans les années 70 où des vagues de riches propriétaires quittaient le Royaume-Uni et ce fut un désastre expliquait Ed Mead "

Source: [zerohedge](#)

Les banques rémunérées pour s'emprunter les unes aux autres



[Mish](#)
[Global Economic Analysis](#)

Publié le 27 avril 2015

Au travers d'un achat colossal d'obligations, le président de la BCE, Mario Draghi, inonde l'Europe de liquidités dont les banques européennes n'ont pas besoin et pour lesquelles elles n'ont aucune utilité.

Un résultat curieux du programme de QE de la BCE est le taux de prêt interbancaire négatif : [Les banques sont rémunérées pour emprunter alors que l'Euribor sur trois mois passe en-dessous de zéro.](#)

Les banques de la zone euro peuvent désormais être rémunérées pour prendre soin de leurs réserves mutuelles pour une durée de trois mois, alors que le programme d'achat d'obligations de la BCE inonde les marchés monétaires de la région d'un excès de liquidité.

Le taux interbancaire de l'euro, ou Euribor, est passé mardi à -0,001 pour la période, selon des données publiées par l'Institut des marchés monétaires européens. Il s'agit du premier taux négatif enregistré depuis que Bloomberg a commencé à étudier ces données en 1998. L'indice représente le taux moyen auquel les banques de la région peuvent se prêter mutuellement des fonds en euros pour une

durée de trois mois.

Les taux des marchés monétaires ont enregistré un déclin après une série de décisions prises par la BCE. En juin, la BCE a introduit un taux négatif sur les dépôts, ce qui signifie que les prêteurs commerciaux se sont trouvés forcés de payer des frais pour déposer leurs excès de liquidités auprès de l'institution basée à Francfort. La BCE a réduit le taux pour le faire passer à -0,2% en septembre. En mars de cette année, elle a commencé à acheter des obligations gouvernementales dans le cadre d'un programme de QE d'1,1 trillion d'euros destiné à stimuler la croissance et à chasser la déflation.

« Des excès de liquidité continuent d'affluer sur le système de semaine en semaine, en raison de ce programme de QE », a expliqué Nikolaos Panigitzoglou, stratéliste chez JPMorgan Chase, à Londres. « Les banques se retrouvent inondées de dépôts mais ne souhaitent pas payer la BCE pour déposer leur argent auprès d'elle. Elles préfèrent prêter de l'argent sur le marché interbancaire ».

« C'est une bonne nouvelle pour les emprunteurs, et une moins bonne nouvelle pour les prêteurs », explique O'Hagan, directeur de stratégie des taux européens pour la banque française. « Draghi veut que nous dépensions de l'argent, pas que nous le gardions en Euribor. L'objectif du QE est de nous pousser à prendre des risques ».

Une arrogance déconcertante

L'arrogance des banquiers centraux, malgré le fait qu'ils aient récemment porté le monde au bord de l'effondrement financier, est déconcertante. Ils ont généré des bulles d'une ampleur colossale sur les obligations et sur les actions, et ne sont pas capables de s'en rendre compte.

Leur programme se poursuivra. Pourquoi ? Parce qu'ils nous l'ont dit. Et parce qu'ils pensent encore qu'ils ont besoin d'empêcher les prix à la consommation de baisser.

[Espagne : le taux de chômage continue de grimper](#)

au premier trimestre



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 25 avril 2015

En Espagne, la reprise économique est passée de chômage à perte d'emploi. L'Espagne a vu 114.300 emplois disparaître au premier trimestre de 2015.

Voici la traduction d'un article d'El Pais, [Le taux de chômage a légèrement augmenté au premier trimestre](#) :

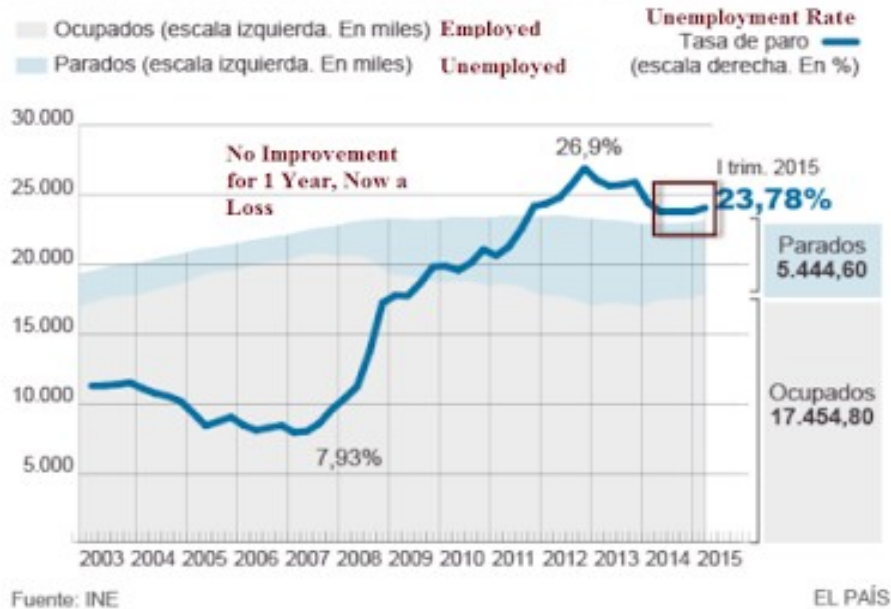
La reprise économique n'a pas été suffisante pour créer des emplois. Au cours des trois premiers mois de l'année, l'économie a vu disparaître 114.300 emplois. La conséquence en a été une légère hausse du taux de chômage, qui est passé de 23,7 à 23,78% selon l'enquête de la population active publiée par l'Institut national de la statistique.

La hausse du taux de chômage aurait pu être plus importante encore si la population active n'avait pas diminué. Le groupe a récemment perdu 127.400 personnes pour passer à 22,9 millions.

Comme ça a été le cas au premier trimestre, le secteur privé a enregistré une importante destruction d'emplois (143.500), alors que le secteur public en a créé (29.200).

Taux de chômage en Espagne

EL MERCADO LABORAL EN EL PRIMER TRIMESTRE DE 2015



Points clés

- Salariés : 17,454 millions
- Chômeurs : 5,444 millions
- Population active : 22,9 millions
- Taux de chômage : 23,78%
- Taux de chômage des jeunes : 50,1%

Ce sont des données catastrophiques. Le taux de chômage pourrait être plus élevé encore si la population active n'avait pas diminué et que le secteur public n'avait pas créé d'emplois (ce qui est certes lié aux élections de cet automne).

Si elle veut atteindre ses objectifs budgétaires, l'Espagne ne peut que favoriser de tels chiffres. A dire vrai, je suis persuadé qu'elle ne les atteindra pas en raison des dépenses du secteur public.

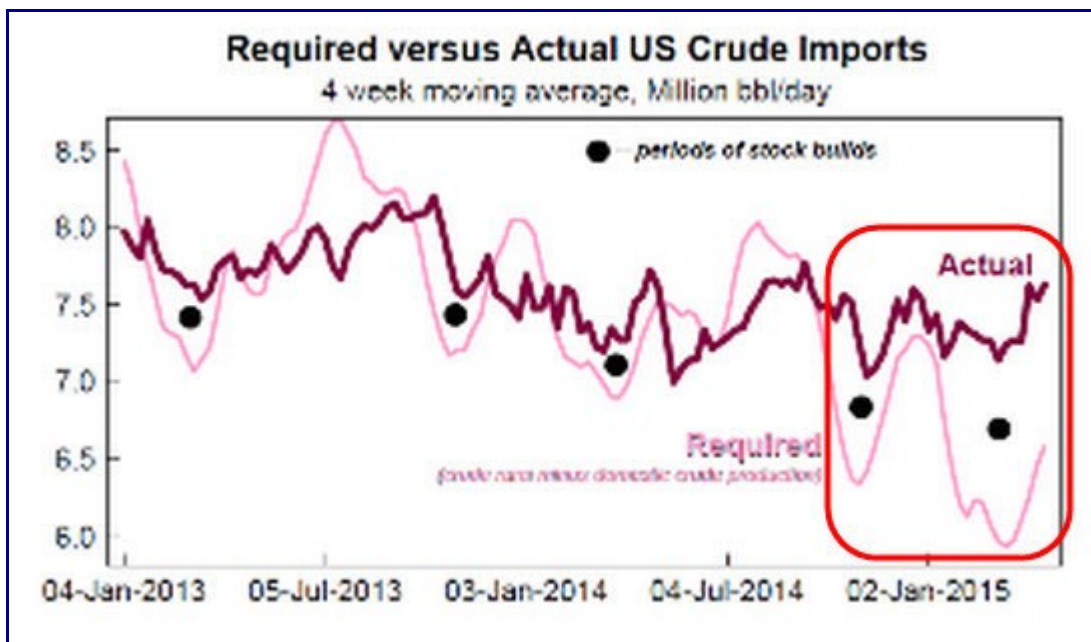
Combien de temps faudra-t-il attendre avant que les Espagnols en aient assez ? Les prochaines élections pourraient s'avérer révélatrices.

Un complot visant à contenir les prix du pétrole, ou juste une heureuse coïncidence ?

ZeroHedge et Blog de la résistance 24 avril 2015

L'augmentation sans précédent récente des importations de pétrole suscite de nouveau un examen de choses . Dans un précédent [article](#) , nous avons écrit que le manque de capacité pour traiter le brut léger produit via le schiste dans les raffineries, pourrait jouer un rôle dans la constitution des stocks. Comme mentionné précédemment, les raffineries au cours des 24 prochains mois devraient ajouter 700 000 Barils / jour de capacité pour gérer ce type de brut. Dans l'intervalle, nous avons remarqué une quantité inhabituelle de brut importé, peut-être en raison de ce déséquilibre dans la capacité de raffinage. **Ou serait-ce qu'un complot plus sinistre est en cours ?**

Pour quantifier l'ampleur de la question, nous nous tournons vers le travail de Cornerstone Analytics dans la découverte de l'ampleur de l'impact des importations sur la hausse de l'inventaire des stocks de pétrole. Nous n'avons pas vu ce niveau de déséquilibre à l'importation depuis 2013, selon le tableau ci-dessous de Cornerstone. Au cours des 6 derniers mois, le niveau des importations par rapport à l'exigence, ou le besoin, pour les raffineries a augmenté non pas de une , mais de deux fois. **La différence de 1M B / jour va être difficile à justifier pour expliquer l'inventaire des stocks de pétrole qui était de 5 MB-10 MB par semaine. (1 MB = 1 million de barils)**



Si on ajuste, les stocks au cours des 6 derniers mois, n'existeraient pas du tout sans ces importations, ou à tout au moins seraient considérablement réduits. **Alors est-ce dû à l'incapacité des raffineries à traiter le mixe de la production nationale ou est-ce en partie dû à un complot pour construire des stocks en bloquant les prix du pétrole ?** Franchement, nous ne pouvons pas dire avec certitude, mais des anomalies de ce genre doivent être exposées afin qu'elles puissent être débattues étant donné qu'il y a eu un ample débat sur les motivations saoudiennes pour maintenir la baisse des prix du pétrole, avec les médias mainstream supportant ces bas prix du pétrole.

Peu importe, il est très clair que la source de l'accumulation des stocks n'est pas liée à la production des États-Unis, mais liée aux importations effectives, quelle que soit la raison. Une enquête plus poussée devrait être poursuivie et les raffineries elles-mêmes doivent avoir la vraie réponse. **Ce qui est clair, c'est que le niveau des importations permettra de normaliser et, lorsqu'il est combiné avec la baisse de la production des États-Unis, le déséquilibre de pétrole corrigera très probablement dans un proche avenir.**

La « révolution du schiste » qui s'est déroulée aux États-Unis ces dernières années a littéralement redessiné sous nos yeux la carte énergétique du monde: elle pourrait toutefois rapidement s'éteindre.

Tel est le pronostic de l'agence internationale Bloomberg, qui pense que ce scénario pourrait se réaliser dès le mois de mai, après une nouvelle

baisse des cours pétroliers mondiaux. Ce n'est pas l'unique pronostic négatif concernant le pétrole de schiste.

L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) des USA pense qu'en mai sa production commencera à diminuer — pour la première fois depuis deux ans. Les analystes de la Deutsche Bank, Goldman Sachs et IHS sont globalement du même avis, et prédisent également l'arrêt de l'augmentation de la production pétrolière aux USA mais n'écartent pas l'éventualité que cette pause soit temporaire.

La chute des cours pétroliers l'an dernier a déjà entraîné la suspension du travail de la moitié des stations de forage et la perte de milliers d'emplois. Selon la société Baker Hughes Inc, seulement 760 stations de forage fonctionnent actuellement aux USA — un minimum depuis cinq ans. Les spécialistes avertissent que si les stations de forage continuaient de fermer leurs portes, la production de pétrole de schiste commencerait à chuter rapidement.

L'EIA prédit pour mai-juin une nouvelle réduction de la production totale des compagnies pétrolières américaines de 70 000 barils. Dans le même temps Mikhaïl Kroutikhine, partenaire de RusEnergy, ne partage pas le pessimisme des pronostics internationaux.

Il pense que la révolution du schiste se déroule en Amérique à plein régime. Chiffres à l'appui, l'expert affirme que la production pétrolière américaine a atteint en mars un record depuis 40 ans avec 9,32 millions de barils par jour. D'ici 2030, les USA vendra davantage de pétrole sur le marché extérieur qu'il n'en achètera.

Grèce : l'Eurogroupe exclut tout crédit sans accord complet

Anne Cheyvialle [Mis à jour le 24/04/2015 à 19:27 LaTribune.fr](#)

Réunis à Riga, les ministres des Finances de la zone euro somment Athènes d'appliquer les réformes.

À la mi-temps, le gouvernement Tsipras est-il sur le point de fléchir? Après deux mois d'un vain bras de fer avec ses créanciers, Athènes commence à

lâcher prise tandis que les autres capitales de l'euro, sentant venir le retournement, accentuent la pression en refusant toute reprise du crédit sans un accord politique complet.

C'est du bouillant ministre des Finances Yanis Varoufakis qu'est venue la surprise. L'homme n'a pas encore déclaré forfait. Mais pour la première fois, il admet ne plus avoir d'autres options que composer avec ses pairs.

«L'accord viendra, vite, parce que nous n'avons pas d'autre option», a-t-il concédé vendredi à Riga, au bout d'un huis clos tendu face aux dix-huit autres ministres de l'euro. La veille, dans un tête-à-tête à Bruxelles, Angela Merkel avait déjà fait passer le message à Alexis Tsipras. [Il reste encore deux mois pour conclure avec l'Eurogroupe, la BCE et le FMI. D'ici au 30 juin](#), l'espoir est de convaincre le chef de Syriza de renoncer en partie au programme défendu par l'extrême gauche, d'appliquer les réformes promises par son prédécesseur conservateur et pour finir de remettre la Grèce sur la voie d'une relative stabilité économique et financière. Une gageure. «Nous n'y sommes pas du tout», constate Pierre Moscovici, le commissaire en charge. Mais il y a comme un frémissement.

«L'accord viendra vite car nous n'avons pas d'autre option»

Yanis Varoufakis

L'autre option, celle dont le ministre Varoufakis ne parle plus, est désormais un repoussoir absolu, même aux yeux des Grecs qui ont porté Syriza au pouvoir cet hiver. Depuis septembre, l'UE et les autres créanciers officiels ont suspendu tout déboursement supplémentaire, ce qui prive Athènes de la trésorerie nécessaire pour honorer les échéances d'une dette publique de plus de 320 milliards d'euros (177 % du PIB). Le spectre se profile d'un défaut de paiement, prélude à une possible sortie de l'euro. Si le 30 juin se passe sans accord, ce sont tous les crédits qui risquent de s'évanouir. La Grèce se retrouvera sans un sou.

À Riga, les interlocuteurs de Yanis Varoufakis ont mis le paquet pour forcer la décision et le Français Michel Sapin n'a pas été le moins véhément. [Le ministre grec s'est retrouvé la cible d'un tir croisé sur son style de négociation](#), toujours au bord de l'abîme, et sur l'absence de progrès décisif depuis que la discussion a été lancée, le 20 février. «L'échange a été robuste, dit un témoin. Varoufakis a pu prendre la mesure de l'urgence et de la

frustration autour de la table.»

Pression de la BCE

L'entrée en scène de Mario Draghi ajoute à la dramatisation. Le patron de la BCE s'est jusqu'ici tenu à l'écart de la controverse politique entre Athènes et ses autres créanciers européens. Un défaut de paiement, possible, propulserait au contraire la banque centrale en première ligne, pour défendre l'euro sur des marchés chahutés. À Riga, le président Draghi a dit explicitement que la «fragilité» financière du pays et l'incertitude sur les intentions de l'équipe Tsipras pourraient conduire l'institut de Francfort à reconsidérer les dernières lignes de crédit qu'il consent aux banques grecques (Emergency Liquidity Assistance, 74,5 milliards d'euros). Désormais, dit-il, «le temps presse».

Huile et gaz de schiste / Révolution durable ?

Par Aymeric de Villaret. Publié le 25 avril 2015 dans [Énergie](#) Contrepoints

Bouleversement des hydrocarbures avec l'arrivée des hydrocarbures non conventionnels !

D'abord le gaz puis maintenant le pétrole ! Oui, la mise en exploitation aux États-Unis des hydrocarbures non conventionnels a été une vraie révolution dans le monde pétrolier. Que de conséquences ! Et la plus frappante est bien sûr en premier l'effondrement des prix, tant du gaz depuis 2010 que depuis mi 2014 du pétrole.

Force est de constater qu'à part les États-Unis, il n'y a pas eu de découvertes majeures de pétrole et même de gaz de schiste. Tout espoir (voir Vaca Muerta en Argentine, Royaume-Uni...) est tout de suite salué par les marchés financiers mais pour le moment que de déceptions. Simon Henry, le directeur financier de Royal Dutch Shell a ainsi déclaré que « *le développement hors États-Unis est plus lent que ce qui était attendu* ». Il est clair qu'aujourd'hui avec un baril à 60-65\$ alors qu'il a chuté sous les 50\$ et que beaucoup sont sceptiques sur un rebond, les projets d'huile de schiste sont peu rentables. D'autant que l'image auprès du public des hydrocarbures de schiste n'est pas bonne, après toutes les campagnes faites par de nombreux lobbies avec les risques que procureraient ceux-ci du fait principalement de la fracturation hydraulique.

Aujourd'hui, dans un tel contexte, il faut du courage pour se lancer dans de nouvelles zones alors que les cash-flows libres des sociétés ont terriblement baissé ! Notons qu'en avril, la production globale de pétrole des États-Unis, suite à la guerre des prix, commence à baisser.

Ne serait-ce donc pas le moment pour les pays qui auraient des réserves de prendre le temps de regarder leurs sous-sols pour être prêts le jour où le baril rebondira d'autant que cela ne pourra n'être que bon pour la balance commerciale de ces pays ? C'est d'ailleurs tout le travail que réalise actuellement pour la France le CHNC (Centre Hydrocarbures Non Conventionnels).

Voir détails de cette étude [avec le lien suivant](#).

Buffett: Faites ce que je fais, pas ce que je dis

Bernard Mooney LesAffaires.com 27 avril 2015

Warren Buffett, l'investisseur, ne veut jamais payer d'impôts. Warren Buffett, le politicien, dis qu'il faut taxer davantage les «riches».

Vous savez que j'ai une grande admiration pour Warren Buffet, le président de **Berkshire** Hathaway (NY, BRK.B, 142\$US), et investisseur exceptionnel, pour ne pas dire légendaire. Pourtant, il y a un aspect de lui que me met mal à l'aise. C'est lorsqu'il profite du micro qu'on lui tend pour parler politique.

Car voyez-vous, M. Buffett est d'allégeance démocrate (son père était républicain pure et dure). Il a même appuyé ouvertement Barack Obama, ce qui en dit long sur son manque de jugement politique...

C'est ce penchant idéologique qui lui fait prendre des positions du genre, «il faut taxer plus les gens riches, comme moi», en donnant comme exemple le fait que sa secrétaire paie un taux d'impôt plus élevé que lui, le milliardaire!

De l'autre côté, vous avez le Warren Buffett investisseur et dirigeant de Berkshire qui est un génie pour maximiser sa rentabilité, ce qui implique de minimiser autant que possible les impôts et taxes. Et croyez-moi, M. Buffett connaît tous les tours.

Ce qui a attiré le regard de certaines personnes qui savent compter (elles sont si rares). Par exemple, il y a quelques semaines, l'hebdomadaire *Barron's* a publié un commentaire virulent contre Warren Buffett et toutes ses

manigances pour ne pas payer d'impôts alors qu'il prêche le contraire.

Par exemple, si vous regardez le portefeuille de Berkshire, vous y retrouvez de nombreux titres avec des gains en capital monstrueux, qu'il garde, entre autres, pour ne pas payer d'impôts. Aussi, si Berkshire ne paie pas de dividendes, c'est en partie parce que c'est en général fort peu efficace du côté des impôts (et en tant que principal actionnaire, il verserait des impôts élevés sur ses revenus de dividendes).

De plus, lorsque Berkshire achète une société ouverte comme **Lubrizol** ou **Burlington Northern**, deux entreprises qui versaient des dividendes significatifs, il y a une perte sèche pour le trésor américain car en tant que filiale de Berkshire, fini les dividendes!

Autre exemple, lorsqu'il a échangé ses actions de **Procter & Gamble** contre **Duracell**, il a sauvé environ un milliard de dollars (G\$) US en impôts.

Et, point crucial, tout ce que fait M. Buffett est strictement légal et, en tant qu'actionnaires de Berkshire, on doit se prosterner devant lui et non le condamner (précisons que Berkshire paie tout de même des milliards en taxes et impôts à chaque année).

Ce qui me fait dire qu'il faut imiter Warren Buffett en tant qu'investisseur. Ce génie du monde des affaires a compris que le vrai rendement est celui APRÈS les coûts et les impôts. La meilleure façon de faire croître son capital est de limiter ces deux cancers.

Par exemple, selon la firme américaine **Lipper**, les impôts gobent 15% du rendement brut du fonds d'actions américaines moyen et 38% du rendement du fonds obligataire. C'est une facture très élevée et fort coûteuse.

M. Buffett, avec ses actions de Berkshire, vaut plus de 70G\$US et il n'a jamais payé un sou d'impôts sur cette fortune (ne payant pas de dividendes, il n'a pas versé un sou en impôts de ce côté non plus). En tant qu'actionnaire, vous pouvez vous aussi remettre à plus tard, presque à l'infini, la vente de vos titres qui s'apprécient à l'abri de l'impôt.

Ce n'est pas pour rien que Warren Buffett a répété plusieurs fois que l'impôt sur le gain en capital est d'abord et avant tout un impôt sur l'activité (bien souvent l'hyperactivité) boursière.

Vous avez donc tout avantage à suivre son exemple pour vous enrichir et à

oublier ce qu'il prêche!

LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC

666: LES ALLEMANDS ESPIONNENT LES FRANCAIS POUR LE COMPTE DE LA CIA ET DE LA NSA !!!

du 27 avril au 4 mai 2015 : Une nouvelle preuve à charge contre les Allemands, esclaves des Américains. **Bien sûr, BFM-WC n'a pas jugé utile de vous en parler longuement**: le BND a écouté et regardé les mails de 100.000 Français considérés comme "*hostiles aux intérêts européens et allemands*"... (lire: américains). Dans le tas, des hommes politiques, journalistes, cadres et patrons français... (je dois évidemment figurer dans la liste...)... "*The NSA has been sending lists of "selectors" -identifying telephone numbers, e-mail and IP addresses- to the BND, which then provides related information that it holds in its surveillance databases. According to the German newspaper Die Zeit, the NSA sent selector lists several times a day, and altogether 800.000 selectors have been requested*".

La NSA donnait au BSD environ 800.000 noms avec IP, mail et nos de téléphone, à charge de la BSD de conduire la surveillance totale pour leur compte. Il va de soi que la BSD n'a reconnu que seulement "*2000 selecteurs*"... "***Investigators found that the BND had provided information on around 2,000 selectors that were clearly against European and German interests. Not only were European businesses such as the giant aerospace and defense company EADS, best-known as the manufacturer of the Airbus planes, targeted, so were European politicians—including German ones***".

La BSD a la botte de la NSA? Evidemment, c'est un secret de polichinelle. Comme certains officiers de la DGSE qui ont été formés à West-Point. Surveiller 800.000 points de communications de cibles considérées comme ennemies, il est impossible de croire que ce sont tous des islamistes, loin de là, d'autant que l'enquête interne a montré que les cadres d'Airbus, ainsi que les politiques et journalistes français hostiles à la politique européenne en faisaient partie...

Chers lecteurs, là je vous demande d'offrir le livre 666 à vos relations professionnelles, afin qu'elles ouvrent les yeux sur la vraie politique de l'UE-USA. Etant l'un des très rares à rapporter leurs magouilles en France, ne soyez pas surpris que ma fiche Wikipédia ait déjà été enlevée (alors qu'elle y était depuis 10 ans), **ce qui, d'une certaine façon, annonce une autre forme de suppression à venir**. Eh oui... "*D'abord on supprime votre fichie Wikipedia, et*

ensuite on vous supprime vous". L'avertissement est clair. Techniquement, plus vous êtes nombreux à suivre cette revue de presse, plus cela leur pose un problème. Même si j'ai un côté très fataliste dans le sens "le destin über alles", votre présence assidue à mes côtés me constitue une sorte de "blindage médiatique" qui aide à sa façon mon Ange gardien dans sa tâche désormais très "sensible". Lire [ici Der Spiegel](#), ici et [ici Ars Technica](#).

PS: vérifiez dans votre ordinateur si vous n'avez pas ce logiciel, mis au point par la NSA pour sortir vos secrets industriels, bancaires, etc. [Lire ici le Spiegel](#).

QUAND LE PARTI SOCIALISTE FRANCAIS VOLE L'ARGENT DES UNIVERSITES FRANCAISES "ECONOMES" SANS QU'IL N'Y AIT AUCUNE MANIFESTATION

du 27 avril au 4 mai 2015 : Incroyable information vue par notre lecteur Indiana: *"L'Etat fait les poches des facs les plus vertueuses. Pour boucler le financement des dotations 2015 versées à l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur, le gouvernement a décidé de prélever 100 millions auprès de certaines facs vertueuses"...* Wouaa !!! Najat Belkacem à l'oeuvre pour le compte de Mr Sapin!!!!

Dans Challenges: *"L'université d'Artois à Arras fournira à elle seule un quart de la somme, soit plus de 24 millions d'euros. Parmi les plus concernées par cet "exercice de solidarité" figurent aussi l'université de Lille II (8,75 millions d'euros), Paris II (7,66 millions d'euros) et Grenoble II (6,68 millions d'euros). Les chancelleries d'université contribueront à hauteur de 5%. Au total, 11 des 76 universités, 25 des 36 écoles d'ingénieurs et une dizaine de grands établissements verront leurs fonds de roulement mis à contribution, indique le ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur. Il affirme que cela n'affectera pas les projets d'investissement des établissements concernés et que leurs réserves dépasseront encore 65 jours de fonctionnement, là où 30 jours lui semblent suffisants."*

Ca ne vous rappelle rien ? Syriza, qui a demandé à toutes les régions et mairies qui ont une trésorerie positive de tout envoyer à la Banque Centrale de Grèce. Evidemment, ils ont tous refusé.

Etudiants français, remerciez vos professeurs d'économie qui vous désinforment avec du Friedmann et du Keynes et surtout comptez-vous parmi les b****. Merci Najat et Sapin. Lire [ici Challenges pour le croire](#).

PS: si un gouvernement de droite avait osé faire cela, le PS et le Front de Gauche auraient fait descendre tous les étudiants dans la rue. Là... rien!!!! Comme quoi, le PS est le plus grand manipulateur de manifs de lycéens et

d'étudiants.

LIMITES DE RETRAIT: UN LECTEUR HABITANT A TOKYO TEMOIGNE

du 27 avril au 4 mai 2015 : De Mr Perche: "*Je suis résident au Japon et je peux vous dire que le pays tout entier, ou presque, paye en liquide. En revanche, je suis venu récemment en France pour passer un concours CNRS, et de nombreux amis m'ont demandé de retirer de l'argent liquide pour eux, prêts à me verser un pourcentage. En effet, en tant que résident étranger, je ne suis pas soumis à ces limites. Cependant, j'ai eu quand même 3 coups de fil de la Société Générale!*

PS: notre ambassade des Phillipines va privatiser la délivrance des documents administratifs!" ...

LE CREDIT AGRICOLE EN FAILLITE ABAISSE LES LIMITES DE VIREMENT ENCORE PLUS !!! (merci à mon lecteur)

du 27 avril au 4 mai 2015 :

Nouvelle norme de sécurité virements internet

Cher Monsieur [REDACTED] ,

Votre contrat CAEL vous permet d'effectuer des virements ponctuels par internet à destination de tiers.

Afin de vous assurer les meilleures conditions de sécurité, nous vous informons que le plafond autorisé est désormais fixé à 500 euros par jour.

Cette modification n'altèrera en rien vos virements déjà programmés.

Si toutefois vous souhaitez augmenter ce plafond, nous vous invitons à contacter votre Conseiller.

Merci pour votre confiance.

Cordialement,

[REDACTED]

Votre Responsable d'agence.



**DIEU SUR LA RESERVE FRACTIONNELLE 2015 DE LA BANQUE
POSTALE !!**

du 27 avril au 4 mai 2015 :

BANK ster

BONJOUR, JE VOUDRAIS RETIRER 50 EURO !



IL VOUS FAUDRA REMPLIR CE FORMULAIRE JUSTIFIANT CE QUE VOUS ALLEZ FAIRE DE CES 50 EUROS !



PARFAIT, JE VOUS DEMANDE DE PATIENTER UN INSTANT !



BONJOUR, C'EST POUR UN DÉPÔT DE 50 EUROS !



HÉ HÉ !



TENEZ ! VOICI VOS 40 EUROS !



JE VOUS AI DÉCOMPTÉ LES 10 EUROS DE FRAIS BANCAIRE !



OBLIGATOIRES !

ALLEZ ! IL FAUT PARTIR MAINTENANT !

-diev-

A PROPOS DE LA SANTE DE LA COURONNE NORVEGIENNE

du 27 avril au 4 mai 2015 : De notre lecteur Mr Durigneux qui n'est pas au courant que je vous conseille d'investir votre cash dans la couronne

norvégienne, et cela maintenant depuis 6 ans... " Suite à vos interventions sur la baisse concomitante de toutes les devises, **depuis octobre 2014, la Banque Centrale de Norvège vend les devises étrangères pour racheter sa propre devise**. Les montants sont passés de l'équivalent de 250 millions de couronnes par jour, à 700 millions pour le mois d'avril. Voilà donc un exemple parfait de ce qu'une Banque Centrale saine se doit de faire, et cette devise mérite amplement d'être citée comme investissement alternatif, [lire ici le communiqué de la banque](#)" nous dit-il.

Au moins, une pierre de plus à ajouter à la solidité de la couronne norvégienne et au sérieux de sa Banque Centrale. Je le conseille à tous les lecteurs qui ont de l'épargne et qui veulent sa disponibilité instantanée: ouvrez un compte bancaire à Oslo, j'en ai parlé encore vendredi dernier à la radio. Certes, Oslo ce n'est ni Rome, ni Barcelone, ni Venise, mais au moins, les Norvégiens disposent d'une monnaie solide et saine. Contrairement à nous.

LE HIT PARADE EUROPEEN DES FAILLITES DE MR ARFEUILLE (AVRIL 2015)

du 27 avril au 4 mai 2015 : Il n'y a pas que la Grèce qui est en faillite dans l'UE: 9 pays sont également en faillite en plus de la Grèce: l'Italie, le Portugal, l'Irlande, Chypre, Belgique, l'Espagne, la France et le Royaume-Uni. Voici les chiffres [Eurostat publiés le mardi 21 avril 2015](#):

- 1- Médaille d'or : Grèce. Dette publique de 317,094 milliards d'euros, soit **177,1 % du PIB**.
- 2- Médaille d'argent : Italie. Dette publique de 2134,920 milliards d'euros, soit **132,1 % du PIB**.
- 3- Médaille de bronze : Portugal. Dette publique de 225,280 milliards d'euros, soit **130,2 % du PIB**.
- 4- Irlande : dette publique de 203,319 milliards d'euros, soit **109,7 % du PIB**.
- 5- Chypre : dette publique de 18,819 milliards d'euros, soit **107,5 % du PIB**.
- 6- Belgique : dette publique de 428,365 milliards d'euros, soit **106,5 % du PIB**.
- 7- Espagne : dette publique de 1033,857 milliards d'euros, soit **97,7 % du PIB**.
- 8- France : dette publique de 2037,772 milliards d'euros, soit **95 % du PIB**.
- 9- Royaume-Uni : dette publique de 1600,862 milliards de livres sterling, soit **89,4 % du PIB**.

UNE JUSTICE POUR LES BANQUIERS, UNE AUTRE POUR VOUS: DEMONSTRATION PAR UN TRIBUNAL BELGE

du 27 avril au 4 mai 2015 : Notre lecteur Mr Maillard a vu que l'ancien PDG de la banque Belfius Alfred Bouckaert a été condamné pour "*faux, usage de faux, soustraction de 400 millions d'euros au fisc, et association de malfaiteurs*" par un tribunal de Bruxelles. Mais il ne sera pas puni!!! "*les faits que la justice lui reprochaient datent de la période 1989-1992, quand il présidait le comité de direction du Crédit Lyonnais Belgique. La Banque proposait à ses gros clients des "montages clé sur porte" pour "nettoyer d'énormes montants de base imposable". La fraude, à laquelle ont participé une dizaine de banques, aurait permis de soustraire 400 millions d'euros au fisc. L'ancien patron de Belfius n'a écopé d'aucune peine, le caractère exceptionnel du dépassement du délai raisonnable étant tel qu'il serait indécent de décider autre chose qu'une simple déclaration de culpabilité, peut-on lire dans le jugement*".

Grâce à tous les avocats que Bouckaert a pu se payer en sa qualité de banquier richissime, il a réussi à reporter son procès de... plus de 20 ans !!!!! Vous vous rendez-compte ?! Malgré cela, le tribunal s'est débrouillé pour ne pas l'envoyer en prison... [Lire ici RTL](#).

LA GRECE VERS DE NOUVELLES ELECTIONS

du 27 avril au 4 mai 2015 : Je vous l'avais annoncé depuis 1 mois, eh bien ça y est, il est question d'élection anticipées en Grèce. Syriza serait ainsi débarqué du pouvoir et les conservateurs à la solde des banques et de l'UE auraient plus de chance de revenir aux commandes.... "*Sous pression des créanciers, UE et FMI, et des partis d'opposition à l'intérieur de la Grèce, le ministre de l'Intérieur a indiqué que "si besoin", de nouvelles élections générales pourraient être convoquées pour permettre au peuple de se prononcer sur la politique du gouvernement de la gauche radicale. "Ceux qui imaginent que le gouvernement actuel est une parenthèse (...) se trompent; le peuple s'est prononcé (récemment) et, si besoin, il le fera de nouveau", a lancé Nikos Voutsis*"... C'est exactement ce que veulent les Allemands et Bruxelles.

Cependant, le plus drôle est que le parti "Nouvelle Démocratie" de l'ancien Premier Ministre Antonis Samaras est en faillite. Une saisie des comptes bancaires a été faite à la demande de la société Spot Thomson de Dimitris Mavros qui n'a toujours pas été payé, pas plus que les salariés du parti lui même !!! [Lire ici Okeanews](#), merci aux lecteurs.

PS: l'ambassadeur américain en Grèce Mr Pearce donne des ordres au

gouvernement grec à propos de la libération d'un terroriste politique de gauche qui avait tué voici des lustres un diplomate US: "*If Savvas Xeros –or anyone else- with the blood of American diplomats and US Mission members on their hands, leaves prison, it will be seen as a profoundly unfriendly act,*" said Pearce". Clairement, des menaces. Problème, l'assassin a fait son temps... [Lire ici Ekath](#). Mais les Américains peuvent tuer qui ils veulent à l'étranger, c'est même permis par leur loi....

NOS LECTEURS ET LES MISERES QUE LEUR FONT LES BANQUES (suite)

du 27 avril au 4 mai 2015 : De notre lecteur Abdel: "*une autre preuve que la Banque Postale se fout de nous... Ils m'ont prélevé 2 fois plus des frais de formule de compte trimestriels, ils ont cru que j'allais pas m'en apercevoir... c'est la première fois que ça m'arrive je leur ai téléphoné déjà, mais ils n'acceptent plus les réclamations par téléphone, il faut obligatoirement passer par internet ou par courrier et ou prendre rdv avec sa conseillère... Alors qu'avant ce n'était pas comme cela, et pas si longtemps que ça. Bref, je vais investir dans des pièces d'argent et quelque pièces d'or" ...*

Oui, 50-50 ou 60-40 c'est bien, d'autant que le Crédit Mutuel les vole les pièces d'or: "*300 pièces d'or et d'argent ont été égarés par la caisse locale du Crédit mutuel de Saint-Mars-la-Jaille*"... J'aime beaucoup le "égaré" !!!! Depuis quand les banques ouvrent les coffres privés des clients??? Raison pour laquelle je vous dis: ne leur laissez rien! [Lire ici le Parisien](#).

De notre lecteur Sébastien: "*je dessine des affiches pour une maison de production canadienne et sachez qu'à chacun des paiements que je perçois en dollars, la banque me prélève 18% à moi et à mon client donc 18% de chaque côté. Et il y a peu, mon client n'avait pas provisionné assez son compte de prélèvement, puisqu'il n'avait pas compté en plus le montant des frais et j'ai eu donc un refus de prélèvement de la part de ma banque, et il m'en à coûté 10 € de plus pour raisons de frais de non recouvrement. J'hésite aujourd'hui à aller armé à ma banque*".

FAILLITES MUNICIPALES, LA SERIE CONTINUE

du 27 avril au 4 mai 2015 : Cette fois, cela se passe en Belgique: "*La commune bruxelloise de Molenbeek-Saint-Jean, 95.000 habitants, est au bord de la faillite. Un bilan dramatique lié à l'évolution de sa démographie et à la crise. Mais aussi et surtout à sa gestion passée ... Entre 2007 et 2012, les fonds de réserve, estimés à près de 10 millions d'euros, ont été engloutis. Entre 2011*

et 2012, la dette de la commune est passée de 22 millions à 64 millions d'euros! ... "La situation s'était sensiblement dégradée au cours des années antérieures, et je dirais même au cours des 20 ans passés. Et finalement, pendant toutes ces années, on a caché cette situation, cette dégradation. D'ailleurs, des mises en demeure de la Région bruxelloise nous étaient parvenues", [lire ici RTL](#).

En France, voici un effet pratique de toutes ces villes, communes et régions en faillite virtuelle: à Caen l'éclairage public sur les voies d'autoroute a été... supprimé. Comme aux Etats-Unis en 2009 et 2010... Mêmes causes, mêmes effets, [lire ici Tendances Ouest](#), merci à Mr Gresle.

A BALTIMORE SUR FOND DE CRISE ECONOMIQUE, LES NOIRS ATTAQUENT LES BLANCS

du 27 avril au 4 mai 2015 : Trois blacks contre un blanc qui défend son étale, c'est sûr cela fonctionne mieux. Il faut dire que la violence policière de ce pays fasciste que sont devenus les Etats-Unis ne peut que déclencher une révolte globale. La même chose en France, bientôt. Pour le moment, c'est juste larvé.

777: LA JP MORGAN CHASE VEUT INTERDIRE L'USAGE DE L'ARGENT LIQUIDE

du 27 avril au 4 mai 2015 : Et voici une nouvelle démonstration du phénoménal stress qui règne en ce moment au sein des banques en faillite. Elles font du lobbying en ce moment même aux Etats-Unis pour interdire l'utilisation de l'argent liquide, ce qui leur permettrait de ne plus avoir besoin de rendre l'argent aux clients "on demand".

Un pas de plus donc vers une société sans billets de banque, livrant les achats quotidiens de 320 millions d'habitants aux seuls Visa, Mastercard et Amex. Action qui sauve les banques au passage leur permettant de dormir sur des trilliards de cash durement gagnés par les gens... Bloomberg a donné la directive: "*The world's central banks have a problem. When economic conditions worsen, they react by reducing interest rates in order to stimulate the economy. But, as has happened across the world in recent years, there comes a point where those central banks run out of room to cut -they can bring interest rates to zero, but reducing them further below that is fraught with problems, the biggest of which is cash in the economy*"... [lire ici pour le croire](#).

Zero Hedge écrit: "***The war has acquired a powerful new ally in Chase, the largest bank in the U.S., which has enacted a policy restricting the use of cash in selected markets, bans cash payments for credit cards,***

mortgages, and auto loans, and disallows the storage of "any cash or coins" in safe deposit boxes ... Yes, Buiter's solution to cash's ability to allow people to avoid negative deposit rates is to abolish cash altogether ... The war against cash has, up to now, been waged almost exclusively by national governments and official international organizations", [lire ici](#).

Eh oui, le taux d'intérêt zéro ça fait des sacrés dégâts... ajoutez-y les trilliards de dollars de PQ, et vous avez une très belle apocalypse monétaire en approche. Supprimer le cash aux US, cela ne va pas se faire facilement...

777: UNE BANQUE SUISSE INTERDIT A UN FOND DE PENSION DE RETIRER SES FONDS !!!

du 27 avril au 4 mai 2015 : Donc, en parlant du taux d'intérêt zéro qui fait des sacrés dégâts, eh bien, justement, en Suisse, un directeur de fonds de pension a vu que s'il laissait l'argent de ses clients en banque, cela allait lui coûter... 25.000 Francs Suisses par an !!!!! Donc il a demandé à la banque de tout sortir en cash car il veut le mettre dans un coffre.

!!! Ouuuuuuuuuuuuuuups

Il va de soi que la banque a refusé au fonds de pension de... tout retirer en liquide. Résultat: les taux d'intérêts négatifs vont exploser tous les fonds de pension pour une simple raison toute bête: ils n'avaient jamais prévu l'arrivée de... taux négatifs. [Lire ici Zero Hedge](#).

Le point est que les taux d'intérêts négatifs sont DEJA en train de saper tous les calculs des banques, fonds de pension et gestionnaires de fortune privés. Quelle que soit la manière dont on le prend, le fait qu'on vous interdise de retirer votre argent ET qu'on vous oblige à en payer le taux négatif amènera le chaos.

DIEU SUR L'ENGAGEMENT DE BLYTHE MASTERS DANS LE BITCOIN

du 27 avril au 4 mai 2015 : Blythe Masters a donné une interview à un magazine hyper-spécialisé dans la monnaie électronique sur son engagement dans la [startup Digital Asset](#). Comme à son habitude, elle ne dit rien, précisant simplement que la situation du Bitcoin est la même aujourd'hui que celle d'Internet en... 1994. Et que pour cette raison, il importe d'y aller maintenant, parce qu'il manque tout un tas de technologies complémentaires... "*The actual front end of transactions happens at almost warp speed, and yet the process of completing transactions, according to their contractual terms and transferring title to the underlying, is slow. Slow means a higher cost associated with capital requirements, higher risk because of the possibility of something breaking in the*

period between transaction and completion of the transaction, which, obviously, became front of mind during the financial crisis of 2008", [lire toute l'interview ici](#). A la lueur de cette "non-interview" (aucune question gênante du journaliste : -), l'approche de Dieu sur cette aventure de Blythe est une sorte d'éclairage... nouveau : -)



FUSION DES DEUX SERVICES PUBLICS DE RETRAITES BELGES, L'ONP ET SDPSP

du 27 avril au 4 mai 2015 : Pas encore dans les journaux Belges, la fusion entre l'ONP (Office National des Pensions) et du SDPSP (Service Des Pensions du Secteur Public). Un pas de plus dans le démantèlement du statut de fonctionnaire nous apprend un lecteur belge... Cette information circule en ce moment en interne à Bruxelles: "*Sarah Scaillet, administratrice générale de l'ONP, et moi-même avons ces dernières semaines discuté à plusieurs reprises des synergies possibles dans le cadre de notre déménagement vers la Tour du*

*Midi. Tous les processus de travail (des services de staff, des services d'encadrement, des services opérationnels) et les variables contextuelles (les économies constantes, la charge croissance de travail, la diminution du personnel, la complexité croissante, les attentes du citoyen, l'accord du gouvernement, les recommandations de la Commission de pension 2020-2040), ont été pris en considération dans ces discussions ainsi qu'un possible phasage de la collaboration, les arguments pour et contre, ainsi que les risques de cette collaboration. **Après mûre réflexion, nous sommes arrivés ensemble à la conclusion qu'une fusion entre l'ONP et le SdPSP en 2016 était la meilleure option d'avenir. Nous avons présenté cette proposition au Ministre des Pensions le mardi 14 avril 2015. Le Ministre a accepté cette proposition et a mis en avant la date du 1er janvier 2016. Les étapes suivantes à parcourir sont:***

La création d'un groupe de travail mixte va être proposées au Conseil des Ministres du 30 avril 2015

Un séminaire les 11 et 12 mai 2015 des Comités de direction des deux institutions pour discuter des lignes directrices et d'un premier plan d'action pour la fusion

Pour le SdPSP, le dépôt le 13 mai 2015 de son dernier budget pour 2016

Actuellement, beaucoup de questions qui appellent une réponse concrète se posent encore et beaucoup de questions suivront encore. J'espère disposer fin mai d'éléments suffisamment concrets pour tenir une réunion du personnel dans laquelle des questions pourront être posées. Si le gouvernement approuve une fusion effective au 1er janvier 2016, le SdPSP fêtera alors un anniversaire particulier. Dans son statut actuel le SdPSP aura duré 10 ans. Je suis convaincu que la nouvelle fusion des institutions offrira de nouvelles opportunités à tous les collaborateurs [du Service des Pensions du Secteur public](#)".

Traduction: il n'y a plus d'argent suffisant de part et d'autre, et donc, comme pour les banques, on les marie, afin de limiter la casse. Deux banques ou deux fonds de pension en manque d'argent c'est plus grave (du point de vue média) qu'une seule.

FAILLITE DU BAS-RHIN ET DE LA VILLE DE BELLEY

du 27 avril au 4 mai 2015 : Mr Tacchi a vu dans la presse locale que le département du Bas-Rhin est en faillite... "*c'est le moment ou jamais pour augmenter les impôts. Acculée par la baisse des recettes en provenance de l'État, la collectivité va également réduire ses dépenses de fonctionnement et d'investissement ... la collectivité choisit d'augmenter le seul taux sur lequel elle dispose encore d'un levier : la taxe sur le foncier bâti. Le taux du Département*

passera donc en 2015 de 11,60% à 13,18%", [lire ici Rue89Strasbourg](#).

De l'autre côté du pays, Mme Landry a vu que la ville de Bellay (dans l'Ain):
*"Après le décès accidentel du maire Christian Jimeney, les contribuables de
Belley doivent-ils à nouveau se préparer au pire ? Selon l'équipe municipale en
place, la ville serait quasiment en faillite. Pour sortir de là, il faudra sans doute
augmenter les impôts locaux de 40 à 50%", [lire ici FR3](#).*